



Assemblée générale

Distr. générale
27 novembre 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Cinquante-septième session

Compte rendu analytique de la 46^e séance**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 9 octobre 2024, à 15 heures

Président(e): M. Zniber(Maroc)

Sommaire

Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure

Point 2 de l'ordre du jour : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

* Nouveau tirage pour raisons techniques (5 février 2025).

** Il n'est pas établi de compte rendu pour les 1^{re} à 45^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure (A/HRC/57/L.13)

1. **Le Président** dit que les états des incidences sur le budget-programme des projets de résolution à l'examen à la séance en cours ont été publiés sur l'Extranet du Conseil.

Projet de déclaration du Président (A/HRC/57/L.13) : Rapport du Comité consultatif

2. **Le Président** dit que le projet de déclaration, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme, a été établi en concertation avec toutes les parties concernées. Il croit savoir que tous les États membres du Conseil adhèrent au texte.

3. *Le projet de déclaration du Président figurant dans le document A/HRC/57/L.13 est adopté.*

Point 2 de l'ordre du jour : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général (A/HRC/57/L.1, A/HRC/57/L.22 et A/HRC/57/L.24)

Projet de résolution A/HRC/57/L.1 : Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka

4. **M. Manley** (Observateur du Royaume-Uni), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Macédoine du Nord, le Malawi, le Monténégro et sa propre délégation, dit que le projet de résolution actuel sur Sri Lanka est court et de nature procédurale. En adoptant le texte, le Conseil accueillerait avec satisfaction le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme à Sri Lanka. Le rapport insiste sur un grand nombre de préoccupations, notamment l'aggravation des effets de la crise économique sur les droits de l'homme dans le pays, les faits nouveaux préoccupants dans le domaine législatif, l'érosion des contre-pouvoirs démocratiques et les restrictions imposées à la société civile.

5. Le projet de résolution prévoit de proroger d'un an le mandat du Haut-Commissariat relatif aux travaux sur Sri Lanka. Le premier élément clé de ces travaux est la présentation au Conseil de rapports qui contiennent une évaluation précieuse et objective des progrès accomplis et des difficultés rencontrées, ainsi que des recommandations à l'intention de l'État et de la communauté internationale sur les moyens de répondre à ces difficultés. Le deuxième élément clé est le projet du Haut-Commissariat concernant l'établissement des responsabilités à Sri Lanka, qui a permis de recueillir, d'analyser et de conserver des informations et des preuves de violations flagrantes des droits de l'homme ou de violations graves du droit humanitaire international, l'objectif étant de lutter contre l'impunité persistante.

6. Depuis le début de la session actuelle du Conseil, Sri Lanka a organisé une élection présidentielle qui s'est déroulée de manière démocratique et pacifique et a annoncé la tenue d'élections législatives le mois prochain. Le Conseil est prêt à collaborer avec le nouveau Gouvernement pour œuvrer à la résolution des difficultés recensées par le Haut-Commissariat en matière de droits de l'homme. Les auteurs principaux ont demandé au Conseil de montrer qu'il restait déterminé à favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et à promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka en adoptant le projet de résolution.

7. **Le Président** dit que deux États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

8. **M. Payot** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que l'Union européenne se réjouit de travailler avec le Président Dissanayake et de continuer à soutenir les réformes visant à assurer le redressement économique, une réconciliation durable ainsi qu'une prospérité et une croissance inclusives à Sri Lanka.

9. Le peuple sri-lankais a montré son attachement à la démocratie en participant massivement à l'élection présidentielle de septembre, qui s'est déroulée pacifiquement dans un environnement politique concurrentiel. Néanmoins, les difficultés à venir restent nombreuses et elles ne pourront être résolues qu'à la condition que le pays soit uni et réconcilié, que tous les Sri Lankais, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion, de leur croyance ou de leur affiliation politique, vivent ensemble dans la paix et le respect mutuel et que la société civile puisse participer au dialogue public.

10. Le projet d'établissement des responsabilités à Sri Lanka est axé sur la réconciliation et sur le respect du principe de responsabilité, l'objectif étant de poser les bases solides d'une société pacifique et juste. En conséquence, l'Union européenne se félicite de la proposition visant à poursuivre le projet et, tout en reconnaissant que de nombreuses parties prenantes ont été déçues par la brièveté du projet de résolution et par le fait qu'il ne propose de proroger le mandat que pour un an, estime qu'il est nécessaire de coopérer avec le nouveau Gouvernement sri-lankais sur la manière dont le projet pourrait soutenir au mieux les autorités et vice-versa. Elle espère que le projet de résolution sera adopté par consensus. Et si un vote devait être demandé, les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil voteront pour le projet de résolution et exhortent les autres États à faire de même.

11. **M. Quintanilla Román** (Cuba) dit que, par principe, son gouvernement s'oppose aux projets de résolution concernant un pays donné mais qui n'ont pas le soutien de l'État concerné, ainsi qu'aux actions ou mandats qui y sont associés. Une coopération constructive et un dialogue respectueux fondés sur les principes de la Charte des Nations Unies sont les seuls moyens de remédier aux difficultés observées au niveau national en matière de promotion et de protection effectives des droits de l'homme. Les mécanismes punitifs ne font que favoriser l'adoption d'une approche politisée et fondée sur le principe de « deux poids, deux mesures » dans le cadre de l'examen des questions relatives aux droits de l'homme. Or c'est ce type d'approche qui a conduit à la dissolution de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Plutôt que d'opter pour des mécanismes sélectifs, le Conseil devrait promouvoir une véritable coopération avec le HCDH et l'utilisation de mécanismes tels que l'Examen périodique universel, qui s'est révélé efficace pour traiter, sur un pied d'égalité, les questions relatives aux droits de l'homme dans tous les pays.

12. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que le contexte politique sri-lankais est complexe et marqué par des tensions sociales, économiques et ethniques persistantes. La récente élection laisse clairement présager de changements à venir et il espère que ceux-ci seront bénéfiques. Le changement de gouvernement est l'occasion pour les nouvelles autorités d'adopter une approche inclusive au niveau national et de s'attaquer aux causes profondes des conflits ethniques, de la corruption et de l'impunité, qui empêchent la population de jouir pleinement de leurs droits humains.

13. La délégation costaricienne se félicite que Sri Lanka ait manifesté un intérêt particulier lors de certains débats du Conseil menés au titre des points 2 et 4 de l'ordre du jour, notamment ceux portant sur des pays où le non-respect du principe de responsabilité et une impunité persistante ont eu des effets dévastateurs et durables sur l'exercice des droits de l'homme. L'intervenant est convaincu que cet intérêt reflète un engagement renouvelé de Sri Lanka en faveur du système universel des droits de l'homme.

14. Le fait de poursuivre le projet d'établissement des responsabilités, tel que proposé dans le projet de résolution, offre au nouveau Gouvernement l'occasion de faire figure d'exemple et de démontrer à d'autres régions du monde qu'il est possible d'avoir un dialogue ouvert, constructif et transparent avec le HCDH et les mécanismes que le Conseil a créés pour améliorer la situation des droits de l'homme pour tous. Même si cela prend du temps, les droits de l'homme offrent une voie sûre vers la justice, la paix et une réconciliation durable. La délégation costaricienne soutient donc la poursuite du projet d'établissement des responsabilités à Sri Lanka et demande que le projet de résolution soit adopté sans vote.

15. **M^{me} Li Xiaomei** (Chine) dit que son gouvernement salue les efforts que Sri Lanka déploie pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment sa coopération active avec les mécanismes chargés des droits de l'homme, les actions de lutte menées par le pays contre le terrorisme, ses mesures visant à protéger les droits des groupes vulnérables, ses initiatives de promotion de la reconstruction économique et l'amélioration du niveau de vie

de sa population, et qu'il soutient fermement les initiatives que le pays mène pour maintenir la stabilité politique, se concentrer sur le renforcement de l'économie et assurer l'appropriation nationale et le développement durable.

16. La délégation chinoise s'est toujours opposée aux projets de résolution concernant un pays donné mais qui ne bénéficient pas du soutien de l'État concerné, et qui utilisent les droits de l'homme comme un outil d'ingérence dans les affaires intérieures des États. Par conséquent, elle ne s'associera pas au consensus sur le projet de résolution. Elle exhorte le Conseil à adhérer, dans ses travaux, aux principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité. Elle espère que toutes les parties prenantes respecteront la voie du développement des droits de l'homme que le peuple sri-lankais a librement choisie et reviendront au dialogue et à la coopération.

17. **Le Président** invite l'État concerné par le projet de résolution à faire une déclaration.

18. **M^{me} Arunatilaka** (Observatrice de Sri Lanka) dit qu'après l'organisation exemplaire d'une élection qui s'est tenue de manière libre, équitable et pacifique et une transition qui s'est faite dans la dignité, le Président Dissanayake a prêté serment le 23 septembre 2024. Le peuple sri-lankais exercera de nouveau son droit de vote en novembre pour élire un nouveau Parlement. L'état de droit, la transparence, le principe de responsabilité et la réconciliation seront les mots d'ordre, l'objectif étant de garantir une croissance économique soutenue et le bien-être social de tous les citoyens.

19. Conformément aux aspirations de la population, le Gouvernement veillera en priorité à respecter les principes d'intégrité et de gouvernance éthique, notamment en remédiant aux problèmes de mauvaise gestion et de corruption qui sont à l'origine de l'effondrement de l'économie. Il protégera en outre la démocratie et les droits humains de tous les citoyens et remédiera aux problèmes hérités du passé. Les mécanismes et processus nationaux liés à la réconciliation, à l'établissement des responsabilités et à la justice seront crédibles et indépendants et s'inscriront dans le cadre constitutionnel, et un processus de vérité et de réconciliation digne de la confiance de la population sera adopté. Conformément aux instructions du Président, les autorités chargées des enquêtes ont déjà annoncé qu'elles renforceraient les enquêtes sur plusieurs affaires en cours en matière d'établissement des responsabilités. Les victimes des attentats insensés commis le dimanche de Pâques 2019 obtiendront justice. Le Gouvernement s'engage en faveur d'une nation sri-lankaise respectueuse de la diversité et de l'égalité des droits de citoyenneté pour tous sans discrimination, conformément à la Constitution et aux engagements pris par le pays dans le cadre des traités.

20. Le Gouvernement sri-lankais s'est opposé aux résolutions 46/1 et 51/1 du Conseil et rejette donc le projet de résolution présenté au Conseil. Il a exposé en détail les raisons de ce rejet dans les observations qu'il a soumises ([A/HRC/57/G/1](#)) et qui ont été publiées sur l'Extranet du Conseil. Cela étant, Sri Lanka poursuivra la collaboration constructive qu'il entretient de longue date avec le Conseil, le mécanisme d'Examen périodique universel et les organes conventionnels.

21. À une époque marquée par un cynisme extrême et par une polarisation de l'arène multilatérale pour ce qui est des droits de l'homme, la délégation sri-lankaise exhorte les auteurs de ce projet de résolution politisé – auquel elle s'oppose – à soutenir l'intention claire du Gouvernement sri-lankais à garantir les droits de l'homme et la réconciliation au moyen de mécanismes nationaux et dans le respect des obligations internationales du pays, et à l'encourager dans cette démarche.

22. **M. Oike** (Japon), expliquant la position de la délégation japonaise avant la décision, dit que son gouvernement engage Sri Lanka à continuer d'améliorer concrètement la situation des droits de l'homme sur le territoire sri-lankais et à promouvoir des mesures favorisant la confiance, afin d'avancer vers la réconciliation nationale. Il se félicite du bon déroulement de l'élection présidentielle du 21 septembre et espère que le nouveau Gouvernement renforcera les mesures visant à établir les responsabilités et à atteindre la réconciliation nationale, en créant un mécanisme national transparent dans le cadre d'un engagement global en faveur de la protection des droits de l'homme et des communautés vulnérables et de la réforme de la gouvernance. Le Japon continuera de soutenir l'action du nouveau Gouvernement et espère que le projet de résolution sera adopté sans vote.

23. *Le projet de résolution A/HRC/57/L.1 est adopté.*

Projet de résolution A/HRC/57/L.22 : Faire face à la crise sur le plan humanitaire et sur le plan des droits de l'homme causée par le conflit armé en cours au Soudan

24. **M. Manley** (Observateur du Royaume-Uni), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir l'Allemagne, les États-Unis, la Norvège et sa propre délégation, dit que la guerre insensée et brutale qui a éclaté au Soudan en 2023 a entraîné le déplacement de plus de 10 millions de personnes. La mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan a recensé les souffrances effroyables endurées par le peuple soudanais, notamment les viols et les abus sexuels, les exécutions fondées sur l'appartenance ethnique, l'enrôlement d'enfants et les bombardements aveugles menés dans les zones civiles. Les récentes informations relatives aux attaques dirigées par les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises dans la région de Khartoum sont terrifiantes. Les frappes aériennes et les bombardements menés par les deux parties ont tué de nombreux civils, et des dizaines de jeunes hommes auraient été exécutés pour leur appartenance présumée aux Forces d'appui rapide.

25. La situation mérite clairement l'attention du Conseil. Ce n'est qu'au moyen d'un contrôle indépendant et du recensement des atrocités commises que l'établissement des responsabilités nécessaire à une paix durable pourra être assuré. Le mandat de la mission d'établissement des faits, qui est le seul mécanisme indépendant chargé d'enquêter sur les violations et exactions massives commises dans tout le pays, doit être prolongé. Il n'existe pas d'autre mécanisme international effectuant ce travail et il n'y a aucune autre solution envisageable au niveau national.

26. Les auteurs principaux ont mené de vastes consultations auprès de toutes les délégations, y compris celle du Soudan, et ont tenu compte d'un grand nombre de leurs suggestions. Malheureusement, les modifications apportées au texte n'ont pas suffi à satisfaire la délégation soudanaise. Les autorités soudanaises sont peut-être opposées au projet de résolution, mais ce n'est pas le cas du peuple soudanais. Le peuple aspire à l'établissement des responsabilités, à la paix et à un avenir. L'intervenant demande aux membres du Conseil de tenir compte des souhaits exprimés par le peuple soudanais et d'adhérer au projet de résolution.

27. **Le Président** dit que 10 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

28. **M. Hassan** (Soudan) dit que le Gouvernement soudanais considère la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment les questions liées à la justice et à l'établissement des responsabilités, comme des priorités absolues, et que nul ne peut contester cela. Le fait qu'il existe trois mécanismes chargés de contrôler la situation des droits de l'homme dans le pays – le bureau de pays du HCDH, qui dispose également d'antennes provinciales, l'Expert des droits de l'homme au Soudan, qui s'est rendu pour la dernière fois dans le pays en juillet 2024, et le Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité – amène à s'interroger sur la raison pour laquelle les auteurs du projet de résolution souhaitent créer un quatrième mécanisme sous la forme d'une mission d'établissement des faits.

29. Les représentants de la commission nationale d'enquête dirigée par le Procureur général se sont adressés au Conseil à plusieurs reprises et ont présenté deux rapports sur les activités de la commission, conformément aux principes de responsabilité, de justice et de prévention de l'impunité. On peut se demander en quoi l'ajout d'un mécanisme international supplémentaire serait compatible avec le principe de complémentarité.

30. Le projet de résolution ne tient pas compte de ce principe ni du fait que la commission nationale d'enquête est l'organe compétent et que le pouvoir judiciaire est indépendant et capable d'administrer la justice de manière équitable et transparente. En outre, le texte ne mentionne pas le Gouvernement et fait référence aux « autorités soudanaises », fait mention des forces armées et non du Gouvernement, et assimile les Forces armées soudanaises à une milice, ce qui donne une image erronée de la réalité sur le terrain. Cette approche a encouragé la milice rebelle à continuer de commettre des atrocités sans précédent et des violations du

droit international humanitaire et des droits de l'homme. Le Soudan rejette catégoriquement le projet de résolution.

31. **M. Payot** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit qu'au cours des dix-huit derniers mois, le monde a vu la situation au Soudan échapper à tout contrôle. Le Conseil a appris que des signes de génocide avaient été observés. Il a été informé de cas de famine, d'actes effroyables de violences sexuelles et fondées sur le genre, d'exécutions extrajudiciaires et massives et d'un mépris total de la vie et de la dignité humaines. Il continue en outre d'observer que le pays ne fait réellement aucun effort pour enquêter de manière indépendante et impartiale sur les infractions commises par les parties au conflit. L'impunité persiste. Ce n'est qu'en inversant cette tendance qu'il sera possible d'envisager un avenir différent et une paix durable pour le peuple soudanais.

32. Les civils soudanais ont demandé au Conseil de faire entendre leur voix. Il est de la plus haute importance de faire clairement savoir aux auteurs des infractions commises que la communauté internationale ne fermera pas les yeux. Si un vote devait être demandé, les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil voteront pour le projet de résolution et exhortent les autres États à faire de même.

33. **M. Nkosi** (Afrique du Sud) dit que l'Afrique du Sud est solidaire du peuple soudanais et salue la coopération du Soudan avec le HCDH et l'Expert désigné.

34. La délégation sud-africaine est profondément préoccupée par le conflit armé en cours dans le pays et par les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises dans ce cadre, dont certaines peuvent constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Des civils innocents continuent d'être victimes de bombardements aveugles, de l'utilisation d'engins explosifs à large rayon d'action dans des zones fortement peuplées, de meurtres fondés sur l'appartenance ethnique et de violences sexuelles et fondées sur le genre. En outre, les hostilités ont conduit à la destruction d'infrastructures essentielles, au déplacement de millions de personnes et à la disparition de moyens de subsistance, ce qui a aggravé une crise humanitaire déjà préoccupante, marquée notamment par l'émergence de la famine. Au vu de la tragédie humaine qui se déroule au Soudan, le Gouvernement sud-africain réitère son appel à un cessez-le-feu immédiat et exhorte les parties à accorder sans délai un accès total à l'aide humanitaire.

35. Il ne peut y avoir de solution militaire à la crise, qui doit être résolue pacifiquement au moyen d'un dialogue inclusif, contrôlé et dirigé par les Soudanais. À cet égard, le Gouvernement sud-africain salue les initiatives de médiation qui ont été prises et souligne qu'un effort coordonné pour le Soudan doit être déployé au niveau international, sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Il se félicite de la mission menée sur le terrain par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ainsi que de l'ouverture du poste frontière d'Adré à la suite de l'engagement du groupe Aligned for Advancing Lifesaving and Peace in Sudan, et soutient les travaux de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan. Il demande à toutes les parties de respecter le droit international, le non-respect du droit international humanitaire ou les interprétations trop larges de celui-ci ne pouvant être tolérés. Enfin, il appelle à la fin des ingérences extérieures. Il faut mettre un terme au flot d'armes et faire cesser le feu.

36. **M^{me} Gillhoff** (Allemagne) dit qu'au vu de la gravité de la crise, l'Allemagne a déjà versé plus que les 244 millions d'euros qu'elle s'était engagée à verser au Soudan et aux pays voisins en 2024. La mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan a décrit en détail la situation sur le terrain dans son rapport et, pendant les négociations sur le projet de résolution, personne n'a nié la situation catastrophique sur le plan humanitaire et sur le plan des droits de l'homme imputable aux généraux belligérants. Malheureusement, au lieu de se concentrer sur la situation désastreuse du peuple soudanais, le Conseil a débattu à plusieurs reprises de la question de savoir si les résolutions devraient être adoptées sans le consentement de l'État concerné. Lorsque ce sont les personnes au pouvoir qui portent atteinte aux droits de l'homme, il est naturel de se demander si l'on peut compter sur elles pour veiller à l'application du principe de responsabilité.

37. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a expressément salué la création de la mission d'établissement des faits. Le projet de résolution vise à envoyer un message à ceux qui se battent pour le pouvoir au Soudan et qui anéantissent impitoyablement le pays et sa population dans leur sillage. Il se présente comme une réponse aux civils qui ont demandé au Conseil de prolonger le mandat de la mission et de mettre en lumière leurs souffrances. C'est pourquoi le Gouvernement allemand est fermement convaincu que le projet de résolution devrait être adopté par consensus et, si ce n'est pas le cas, la délégation allemande votera pour le projet de résolution et demande aux autres délégations de faire de même.

38. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que plus de la moitié de la population soudanaise a été plongée dans une insécurité alimentaire aiguë depuis le début du conflit, il y a dix-huit mois. Une situation de famine a été confirmée dans le camp de déplacés de Zamzam et 11,2 millions de personnes ont été déplacées de force. Le Soudan est devenu le théâtre de la plus grave crise humanitaire au monde.

39. Les deux parties au conflit, les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, ont commis des crimes de guerre, et les Forces d'appui rapide et les milices qui leur sont alliées ont commis des crimes contre l'humanité et mené des opérations de nettoyage ethnique. Des femmes et des filles indiquent que les deux forces en présence recourent de manière systématique à des pratiques horribles de violence sexuelle liée au conflit.

40. Le projet de résolution vise à exhorter les belligérants à cesser leurs exactions et à autoriser l'accès à l'aide humanitaire. Dans cette même logique, les États-Unis ont travaillé avec leurs partenaires dans le cadre du groupe Aligned for Advancing Lifesaving and Peace in Sudan afin de faire pression pour que des accords de cessation des hostilités soient conclus à l'échelle nationale ou locale, que l'accès humanitaire soit accordé sans restriction et que les civils soient protégés. Depuis le début du conflit, ils ont versé plus de 2,1 milliards de dollars d'aide humanitaire dans le cadre de l'action au Soudan et dans les pays voisins.

41. Le Conseil est tenu de promouvoir le principe de responsabilité et la justice pour le peuple soudanais. C'est pourquoi la délégation des États-Unis demande à tous les membres du Conseil de voter pour le projet de résolution s'il est procédé à un vote. Si les auteurs des infractions commises ne sont pas traduits en justice, cela ne fera que prolonger le cycle de souffrances et laisser la porte ouverte à de futures atrocités. Mais il faut d'abord que les combats cessent. Tant que le conflit se poursuivra, ceux qui subiront les pertes les plus lourdes seront les habitants du Soudan.

Déclarations explicatives de vote ayant précédé la mise aux voix

42. **M. Hassan** (Soudan) dit que les auteurs du projet de résolution n'ont pas fait preuve de souplesse pour modifier le contenu de celui-ci, en particulier les paragraphes les plus controversés, qui sont restés inchangés. Ces paragraphes sont inacceptables. En effet, aucune des observations que la délégation soudanaise avait formulées dans un document de position diffusé auprès des membres n'a été prise en compte. Afin d'éviter la politisation du Conseil, la délégation soudanaise demande, conformément aux principes de la Charte relatifs à la souveraineté des États et au respect des institutions légitimes de ceux-ci, que le projet de résolution soit mis aux voix et invite les membres du Conseil à le rejeter.

43. **Le Président** dit que la France s'est retirée de la liste des auteurs du projet de résolution.

44. **M. Bonnafont** (France) dit que la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire au Soudan ont continué à se détériorer, tandis que le conflit s'intensifie et s'étend à de nouvelles régions du pays. Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'elle a été entièrement causée par les parties au conflit, dans le cadre d'un affrontement entre deux généraux arrivés au pouvoir à la suite d'un coup d'État. Les Forces armées soudanaises, de même que les Forces d'appui rapide et les groupes armés qui leur sont alliés, doivent respecter le droit international. Le Gouvernement français les exhorte à garantir la protection des civils et l'acheminement de l'aide humanitaire et alimentaire, conformément aux engagements pris lors des pourparlers de cessez-le-feu qui ont eu lieu en 2023 à Djedda et des réunions ministérielles tenues en 2024 à Paris et à New York.

45. Il est essentiel de prolonger le mandat de la mission d'établissement des faits pour que les auteurs de crimes de guerre et d'éventuels crimes contre l'humanité commis à l'égard du peuple soudanais ne restent pas impunis. La mission doit disposer des ressources nécessaires pour poursuivre ses travaux. La France réaffirme sa solidarité avec le peuple soudanais et demande la cessation des combats. À cet égard, le Gouvernement français salue les efforts de médiation qui ont été déployés, en particulier par l'Union africaine. La délégation française votera pour le projet de résolution et demande aux autres membres du Conseil de faire de même.

46. **M^{me} Li Xiaomei** (Chine) dit que la première des priorités, dans le cadre du conflit prolongé au Soudan, est de parvenir à un cessez-le-feu, de mettre fin à la violence, de régler les différends par le dialogue et de rétablir la stabilité dans le pays dès que possible. Le Gouvernement soudanais a mené de nombreuses initiatives pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment en créant une commission nationale d'enquête, en prenant des mesures pour que les auteurs de violations des droits de l'homme aient à répondre de leurs actes et en faisant en sorte de dialoguer et de coopérer de manière constructive avec les mécanismes internationaux chargés des droits de l'homme.

47. La Chine estime qu'en fin de compte, c'est au peuple soudanais lui-même qu'il appartient de résoudre les problèmes qui le touchent. Le Gouvernement soudanais s'est déclaré à plusieurs reprises opposé à la création d'une mission internationale d'établissement des faits. Le fait d'imposer au pays un tel mécanisme chargé des droits de l'homme contre son gré ne ferait que compliquer la situation. Toutes les parties doivent respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Soudan et promouvoir une solution politique à la question soudanaise.

48. La délégation chinoise demande que le projet de résolution soit mis aux voix. Conformément à la position qu'elle a toujours adoptée sur les projets de résolution concernant un pays donné, elle votera contre le texte et demande à tous les membres du Conseil de faire de même.

49. **M. Antwi** (Ghana) dit que le Gouvernement ghanéen est réellement alarmé par les violations des droits de l'homme commises au Soudan. Il demande à nouveau qu'il soit mis fin immédiatement aux combats et que les parties armées entament un dialogue constructif dans le cadre de la Feuille de route de l'Union africaine pour le règlement du conflit au Soudan.

50. Le Gouvernement ghanéen est conscient que les préoccupations des autorités soudanaises sont bien réelles. Cela étant, il reste convaincu qu'en cas de violations systémiques et généralisées des droits de l'homme, la communauté internationale doit s'acquitter de ses obligations de manière équitable et impartiale pour aider le pays concerné à protéger ses citoyens. La délégation ghanéenne votera pour le projet de résolution car il est essentiel que le Conseil continue de surveiller la situation au Soudan pour sauvegarder les droits de l'homme et sauver la vie de civils innocents. Elle demande au Conseil de fournir aux autorités soudanaises tout le soutien nécessaire, notamment dans le cadre des procédures judiciaires nationales visant à enquêter sur toutes les violations présumées.

51. **M. Da Silva Nunes** (Brésil) dit que son gouvernement est vivement préoccupé par la situation désastreuse que connaît le Soudan sur le plan des droits de l'homme et sur le plan humanitaire. En surveillant les violations des droits de l'homme sur le terrain, la mission d'établissement des faits pourrait inciter à une action plus rapide pour ce qui est d'accroître l'aide humanitaire et de mettre fin à la violence. Elle pourrait également contribuer à faire appliquer le principe de responsabilité. Pour ces raisons, et compte tenu de la gravité de la situation, la délégation brésilienne votera pour le projet de résolution. Cela étant, elle souhaiterait que les auteurs principaux s'emploient davantage à favoriser la coopération des autorités soudanaises avec les mécanismes du Conseil, en particulier la mission d'établissement des faits, ainsi qu'avec l'Union africaine. Elle considère en outre que le projet outrepassa largement le mandat du Conseil, puisqu'il aborde des questions qui devraient être traitées dans les instances appropriées, à savoir le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

52. **M. Ghirmai** (Érythrée) dit que les priorités, pour le Soudan, sont de faire cesser immédiatement les hostilités et de prendre des mesures pour remédier à la situation humanitaire désastreuse qui résulte du conflit en cours. Par conséquent, la délégation érythréenne est fermement convaincue que les ressources et l'attention du Conseil devraient être dirigées vers la recherche d'une solution durable permettant de mettre fin à la violence et d'éviter de nouvelles pertes humaines.

53. Bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'importance que revêt la création de mécanismes d'établissement des responsabilités, les mécanismes créés doivent être conformes au principe de complémentarité et permettre aux institutions nationales soudanaises d'exercer leur compétence légitime. Les mécanismes externes qui n'ont pas respecté la souveraineté de l'État et se sont imposés sans le consentement du Soudan n'ont fait qu'aggraver les divisions et empêcher que de réels progrès soient accomplis.

54. La délégation érythréenne, qui a participé aux consultations menées sur le projet de résolution, a trouvé très décourageant de voir les États demander à plusieurs reprises une prolongation du mandat du mécanisme en question. Un examen plus approfondi du texte du projet de résolution révèle que, de toute évidence, les auteurs ne s'intéressent pas réellement à la fin du conflit au Soudan. En particulier, au paragraphe 17, il est demandé à la mission d'établissement des faits de soumettre un rapport complet au plus tard à la soixantième session du Conseil, en 2025. Il est hypocrite d'appeler à la fin du conflit tout en engageant le Conseil à prolonger les débats à ce sujet. L'Érythrée est solidaire du Soudan et de son peuple. Pour les raisons susmentionnées, la délégation érythréenne demande la mise aux voix du projet de résolution et votera contre celui-ci, et demande aux autres membres du Conseil de faire de même.

55. **M^{me} Widyaningsih** (Indonésie) dit que son gouvernement est profondément préoccupé par la crise actuelle au Soudan, qui a des effets dévastateurs sur les civils. La délégation indonésienne appelle à un cessez-le-feu immédiat et complet au Soudan et exhorte toutes les parties à garantir une aide humanitaire rapide et sans entrave aux personnes qui en ont besoin, conformément à la Déclaration d'engagement de Djedda en faveur de la protection des civils du Soudan. Le Gouvernement indonésien a livré plus de 22 tonnes de fournitures médicales au Soudan depuis 2023.

56. Il n'y a pas de solution militaire au conflit du Soudan. Toutes les parties doivent nouer un dialogue inclusif mené par le Soudan et soutenir le renforcement du mécanisme national chargé des droits de l'homme dans le pays. Le Soudan doit de nouveau engager une transition vers un régime civil. En attendant que cette transition se fasse, la communauté internationale devrait concentrer ses efforts sur le rétablissement de la paix et la fourniture d'une aide humanitaire. En l'absence de paix et de stabilité, il est quasiment impossible pour le Soudan de remplir ses obligations en matière de droits de l'homme. Le fait de prolonger le mandat de la mission d'établissement des faits sans la pleine coopération du Soudan risque de compromettre la paix et la stabilité que le Conseil s'efforce d'instaurer.

57. Parallèlement aux débats qu'il mène sur le Soudan, le Conseil ne doit pas oublier qu'il faut faire face à des problèmes dans d'autres parties du monde. Une horrible tragédie se déroule sous ses yeux à Gaza, où plus de 42 000 personnes, parmi lesquelles beaucoup de femmes et d'enfants, ont été tuées dans le cadre de ce qui s'apparente à un génocide. Certains membres du Conseil ferment délibérément les yeux sur la situation à Gaza. Disposant de ressources limitées, le Conseil devrait réfléchir aux questions qui méritent la plus grande attention de sa part. La délégation indonésienne ne peut tolérer cette politique du « deux poids, deux mesures » et cette attention sélective. Elle adopte la même approche prudente dans l'examen de toutes les résolutions concernant un pays donné. Pour ces raisons, elle ne peut adhérer au projet de résolution et votera contre celui-ci.

58. **Le Président** dit que le Costa Rica s'est retiré de la liste des auteurs du projet de résolution.

59. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que le Costa Rica est attaché au principe de l'universalité des droits de l'homme. La délégation costaricienne reste profondément inquiète pour le peuple soudanais. Il y a des signalements réguliers de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire international, notamment des informations

selon lesquelles l'approvisionnement alimentaire est utilisé comme arme pour affamer les populations civiles.

60. Il est essentiel d'établir les responsabilités. Depuis vingt ans, le non-respect du principe de responsabilité constitue un obstacle important à la résolution du conflit. Les rapports du HCDH et de la mission d'établissement des faits indiquent que les mesures visant à garantir le respect du principe de responsabilité ont été insuffisantes et inefficaces, si bien que l'impunité persiste et la situation s'aggrave. La mission d'établissement des faits soutient les mesures visant à renforcer l'application du principe de responsabilité, à établir la vérité et à rendre justice aux victimes. Pour ces raisons, la délégation costaricienne adhère au projet de résolution, notamment à la prolongation du mandat de la mission d'établissement des faits, et engage toutes les délégations à voter pour le projet de résolution.

61. *À la demande du représentant du Soudan, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Honduras, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), République dominicaine et Roumanie.

Votent contre :

Burundi, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Érythrée, Indonésie, Koweït, Maroc, Qatar, Somalie, Soudan et Viet Nam.

S'abstiennent :

Algérie, Bangladesh, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Malaisie, Malawi et Maldives.

62. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.22](#) est adopté par 23 voix contre 12, avec 12 abstentions.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.24](#) : Situation des droits de l'homme en Afghanistan

63. **M. Turbék** (Observateur de la Hongrie), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne, dit que, comme le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan l'a déclaré devant le Conseil, les Taliban, qui étaient face à un choix décisif, semblent avoir pris une direction qui ne peut que ramener le pays aux conditions épouvantables qui régnaient à la fin des années 1990. La récente loi relative à la moralité a marqué un nouveau recul pour les droits humains, en particulier ceux des femmes et les filles. Le contrôle répressif que les Taliban exercent sur la moitié de la population est constitutif de persécutions fondées sur le genre. En outre, les personnes appartenant à des minorités, les personnes en situation de vulnérabilité, notamment les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, les défenseurs des droits de l'homme et les professionnels des médias, les anciens fonctionnaires et les anciens membres des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes continuent d'être victimes de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, qui sont souvent aggravées par des formes de discrimination croisées.

64. Ces faits et d'autres violations s'expliquent principalement par le fait que le principe de responsabilité n'est toujours pas respecté. La délégation hongroise se félicite donc des initiatives visant à faire en sorte que l'Afghanistan réponde de ses actes, notamment au regard de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les Taliban ont choisi de se dégager des obligations internationales mises à la charge de l'État en matière de droits de l'homme, comme en témoigne clairement le fait qu'ils ont récemment refusé au Rapporteur spécial l'accès au pays. Le projet de résolution vise à remédier à la crise actuelle des droits de l'homme et engage les Taliban à revenir sur les politiques et les pratiques qui portent atteinte aux droits humains du peuple afghan. Si le projet est adopté, le mandat du Rapporteur spécial sera prolongé et renforcé ; en outre, le texte met l'accent sur des principes importants en matière d'établissement des responsabilités énoncés dans le rapport du HCDH sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan.

(A/HRC/57/22). Pour ces raisons, la délégation demande à tous les membres du Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

65. **Le Président** dit que quatre États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

66. **M. Bonnafont** (France) estime essentiel que le Conseil reste activement saisi de la situation en Afghanistan et qu'il fournisse au HCDH les ressources dont il a besoin pour mener à bien sa mission. La communauté internationale a observé une grave détérioration de la situation des droits de l'homme en Afghanistan depuis août 2021. L'exclusion systématique des femmes et des filles de toutes les sphères de la vie publique par les autorités talibanes, notamment au moyen de la récente « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice », est consternante.

67. La France condamne fermement ces violations et le régime de discrimination imposé aux femmes et aux filles par les Taliban, qui constitue une politique de ségrégation et de persécution. Elle réaffirme son soutien indéfectible aux femmes et aux filles afghanes et continuera à soutenir les acteurs humanitaires qui viennent en aide à la population afghane. En outre, les infractions commises par les Taliban ne doivent pas rester impunies. Le Gouvernement français continuera d'exiger que les Taliban respectent leurs obligations internationales, conformément à la résolution 2593 (2021) du Conseil de sécurité, et à soutenir les mécanismes internationaux qui contribuent à lutter contre l'impunité, tels que le mandat de Rapporteur spécial. La délégation française demande à tous les membres du Conseil d'adhérer au projet de résolution.

68. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit qu'au cours des trois dernières années, la communauté internationale a assisté avec une profonde inquiétude à la détérioration de la situation des droits de l'homme en Afghanistan. Les États-Unis soulignent que les décrets discriminatoires promulgués par les Taliban et leur application rigoureuse contre les femmes et les filles afghanes constituent des persécutions fondées sur le genre. Les Taliban ont publié plus de 80 décrets et ont en particulier adopté la récente loi relative à la moralité, qui vise à effacer les femmes afghanes de la vie publique. Les minorités religieuses et ethniques, en particulier les Hazara, et d'autres groupes marginalisés sont victimes de discriminations et de violences systématiques. Les membres de la communauté LGBTQI+ demeurent particulièrement vulnérables.

69. Les États-Unis sont toujours le principal donateur d'aide humanitaire au peuple afghan, avec environ 2,1 milliards de dollars versés depuis août 2021. Ils demandent aux Taliban d'autoriser le Rapporteur spécial à se rendre en Afghanistan.

70. Le Gouvernement des États-Unis rejette toute affirmation selon laquelle les Taliban exercent une autorité légitime en Afghanistan. Bien qu'adhérant au projet de résolution en ce qu'il est un moyen de promouvoir l'établissement des responsabilités pour les atteintes aux droits de l'homme commises en Afghanistan, notamment par les Taliban, la délégation des États-Unis fait observer que, de manière générale, seuls les États ont des obligations au regard du droit international des droits de l'homme. Le fait que le projet de résolution fasse référence aux violations des droits de l'homme commises par des acteurs non étatiques ne signifie pas que ces acteurs sont tenus par ces obligations. Cela étant, les États-Unis sont fermement déterminés à faire en sorte que les acteurs non étatiques responsables d'atteintes aux droits de l'homme en Afghanistan, notamment les Taliban, répondent de leurs actes. En outre, ils considèrent que le fait d'employer des termes de droit international pour qualifier certains actes ou certaines situations ne signifie pas forcément qu'en droit, ces termes s'appliquent à tout acte ou à toute situation spécifique.

71. La délégation des États-Unis souhaite exprimer une nouvelle fois sa profonde gratitude à tous ceux qui prônent le respect des droits humains de tous les Afghans, en particulier les défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan qui continuent avec courage de s'exprimer au péril de leur vie. La promotion de l'établissement des responsabilités pour les atteintes aux droits de l'homme n'est pas seulement nécessaire en soi ; elle est également une condition indispensable pour que l'Afghanistan soit économiquement viable, sûr et stable. Tous les membres du Conseil devraient une fois de plus s'unir pour soutenir l'adoption du projet de résolution par consensus.

72. **M^{me} Fuentes Julio** (Chili) dit que sa délégation se joint aux auteurs du projet de résolution et condamne la discrimination systématique et institutionnalisée imposée par les Taliban, qui consiste notamment à restreindre l'accès des filles à l'éducation, à exclure les femmes de la plupart des formes d'emploi, à imposer une tutelle masculine pour les voyages et même à empêcher les femmes de s'exprimer dans l'espace public. Au vu de l'aggravation de la crise des droits de l'homme en Afghanistan, une action internationale commune est nécessaire.

73. Le Gouvernement chilien demande l'adoption de mécanismes d'établissement des responsabilités plus efficaces qui permettent d'enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme et de punir les auteurs des faits, et il est particulièrement reconnaissant aux auteurs principaux du projet de résolution d'avoir prévu des dispositions relatives au respect du principe de responsabilité, celui-ci étant une condition nécessaire à l'instauration d'une justice transitionnelle efficace et à la fin de l'impunité en Afghanistan. Ce texte montre clairement que le Conseil est solidaire des femmes et des filles afghanes. Il y a un large consensus sur la nécessité de poursuivre le travail de sensibilisation aux violations graves des droits de l'homme commises en Afghanistan depuis le retour des Taliban au pouvoir en 2021. La délégation chilienne demande aux membres du Conseil d'adhérer au projet de résolution et de l'adopter par consensus.

74. **M. Nkosi** (Afrique du Sud) dit que le projet de résolution évoque fortement l'histoire de l'Afrique du Sud, pays qui a pu revendiquer la place qui lui revenait dans le concert des nations grâce au courage d'innombrables femmes qui ont été en première ligne dans la lutte contre l'apartheid et qui ont fait des sacrifices pour que le peuple sud-africain puisse être libre. Ces héroïnes se sont battues pour la dignité et pour l'égalité des femmes et des filles, non seulement en Afrique du Sud, mais partout dans le monde, y compris en Afghanistan.

75. En conséquence, l'Afrique du Sud est extrêmement préoccupée par le fait que les femmes et les filles afghanes soient victimes de violations flagrantes de leurs droits humains. Depuis 2021 ont été promulgués plusieurs décrets privant les femmes et les filles de leurs droits humains et institutionnalisant une campagne organisée et systémique qui vise à les effacer de la vie publique. Ces mesures peuvent constituer des persécutions fondées sur le genre, qui sont reconnues comme un crime contre l'humanité par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. La délégation sud-africaine se félicite donc que le projet soumis au Conseil reconnaisse que des personnes subissent des persécutions et que la communauté internationale doit veiller à ce que les responsables des faits soient tenus de rendre compte de leurs actes. Le projet prévoit notamment la possibilité de créer un mécanisme indépendant habilité à recueillir, à préserver et à analyser des éléments de preuve qui serviraient à étayer les travaux du Rapporteur spécial. La délégation sud-africaine se réjouit de même que le projet prévoie implicitement l'établissement des responsabilités pour les crimes passés et présents commis en Afghanistan dans le cadre d'une approche globale, l'impunité actuelle découlant de violations et d'abus commis par de multiples auteurs au cours des décennies. Il aurait été préférable que ces questions soient plus expressément traitées, mais le projet constitue une très bonne base sur laquelle le Conseil peut et doit effectivement s'appuyer pour promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles en Afghanistan.

76. **M. Oike** (Japon) dit que son gouvernement reste profondément préoccupé par la situation des droits de l'homme en Afghanistan et par la récente loi relative à la moralité, qui restreint considérablement la liberté et les droits du peuple afghan, en particulier ceux des femmes et des filles. Il est également préoccupé par le fait que les Taliban ont annoncé publiquement qu'ils n'autoriseraient pas le Rapporteur spécial à se rendre en Afghanistan. La délégation japonaise soutient le mandat de Rapporteur spécial et exhorte les Taliban à revenir sur leur décision. Face à la situation désastreuse des droits de l'homme en Afghanistan, la communauté internationale doit s'unir et envoyer un message clair. Par conséquent, l'intervenant espère que les membres du Conseil adopteront le projet de résolution par consensus.

77. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que son gouvernement est gravement préoccupé par l'absence d'état de droit, par la détérioration constante des conditions de vie et par le rétrécissement de l'espace civique, en particulier pour les femmes et les filles, en Afghanistan. La répression systématique et institutionnalisée qui a été imposée au moyen de plus de 70 décrets a exacerbé les formes multiples de discrimination et de violence fondées

sur le genre à l'égard des femmes et des filles, ce qui porte atteinte aux droits humains et à la dignité humaine des intéressées et les exclut de la vie publique.

78. En adoptant le projet de résolution, le Conseil prolongerait le mandat et soutiendrait les travaux du Rapporteur spécial. En outre, il condamnerait avec la plus grande fermeté toutes les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises en Afghanistan. La délégation costaricienne engage tous les États membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

79. **M. Chen Xu** (Chine) dit qu'au cours des deux dernières années, le Gouvernement provisoire afghan a pris une série de mesures visant à stabiliser la situation, à développer l'économie et à améliorer les moyens de subsistance de la population. La situation générale en Afghanistan est stable et le pays affiche une baisse importante de la violence et une augmentation constante des recettes fiscales et des volumes d'importation et d'exportation. Cette évolution positive mérite d'être reconnue et encouragée par la communauté internationale.

80. Cela étant, l'Afghanistan continue de se heurter à des difficultés considérables sur les plans de la situation humanitaire, de la menace terroriste et de la protection des droits des femmes et des filles. Le Gouvernement chinois espère que les autorités afghanes adopteront une gouvernance modérée, développeront des relations amicales avec les pays voisins, protégeront les droits des minorités ethniques, des femmes et des enfants et agiront dans l'intérêt du peuple afghan. La Chine demande à la communauté internationale de continuer de fournir en temps utile une aide humanitaire et économique à l'Afghanistan. Au vu de la position que son gouvernement adopte par principe sur les projets de résolution concernant un pays donné, la délégation chinoise ne s'associera pas au consensus sur le projet de résolution.

81. **Le Président** invite l'État concerné par le projet de résolution à faire une déclaration.

82. **M. Andisha** (Observateur de l'Afghanistan) dit que, trois ans après la prise de pouvoir militaire de l'Afghanistan par les Taliban, le pays se trouve à un moment critique. L'approche de coopération pragmatique n'a pas permis d'améliorer la situation sur le terrain. En fait, les Taliban se sont enhardis et la situation des droits de l'homme continue de se détériorer, la discrimination, l'oppression et l'exclusion devenant de plus en plus systématiques. Les femmes et les filles n'ont pas accès à l'éducation et ne peuvent pas quitter leur domicile ou échapper à leurs agresseurs. D'anciens fonctionnaires et membres du personnel de sécurité craignent pour leur vie, et les avocats, les juges, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme ne peuvent pas mener à bien leur mission essentielle.

83. En outre, le riche et dynamique paysage culturel du pays a été annihilé. La création à grande échelle de madrassas extrémistes ouvre dangereusement la voie à une radicalisation qui s'étendra inévitablement au-delà de l'Afghanistan. Les autorités talibanes de facto continuent à écarter presque tous les segments de la société, y compris les femmes, les jeunes et les communautés ethniques et religieuses, des processus décisionnels à tous les niveaux. Ne disposant pas de constitution ni de Code civil, le pays est gouverné au moyen de décrets draconiens. Comme l'ont reconnu les Taliban eux-mêmes, environ 12 000 personnes sont détenues en prison sans inculpation. L'intervenant demande au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) de déterminer l'identité de ces personnes et le lieu où elles se trouvent.

84. L'intervenant salue la proposition de prorogation du mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan. Le fait que les Taliban aient refusé l'accès au pays au Rapporteur spécial ne fait que souligner la nécessité de fournir à celui-ci des ressources et des capacités suffisantes pour lui permettre de rendre compte de l'ampleur réelle des violations et des exactions commises. Bien que déçue que le texte ne prévoie pas la création d'un mécanisme d'enquête indépendant, conformément à la demande formulée par des groupes de la société civile afghane et des organisations internationales, la délégation afghane adhère au projet de résolution et engage le Conseil à l'adopter par consensus.

85. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.24](#) est adopté.*

86. **Le Président** invite les délégations à faire des déclarations destinées à expliquer leur vote ou leur position ou des déclarations générales sur tout projet de résolution examiné au titre du point 2 de l'ordre du jour.

87. **M. Da Silva Nunes** (Brésil) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution [A/HRC/57/L.24](#) sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan. En tant que membre du Conseil, le Brésil a le devoir de promouvoir l'égalité des sexes dans toutes les sphères publiques et privées et de s'opposer à toutes les formes de violence et de discrimination fondées sur le genre, en particulier les formes de discrimination multiples et croisées. Le Gouvernement brésilien défend l'action de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan et reste très préoccupé par les reculs observés dans le pays en ce qui concerne les droits des femmes, notamment l'adoption récente de la « loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice », qui devrait être abrogée.

88. **M. Hassan** (Soudan) souhaite remercier les délégations qui ont défendu les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies en votant contre le projet de résolution [A/HRC/57/L.22](#) sur le Soudan. Ce faisant, elles ont également exprimé leur adhésion à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, par laquelle le Conseil des droits de l'homme a été créé en remplacement de la Commission des droits de l'homme, qui avait disparu en raison précisément d'une approche politisée et d'une logique « de deux poids, deux mesures » que l'on retrouve de manière flagrante dans le projet de résolution [A/HRC/57/L.22](#).

89. Aucun membre du Conseil ne fait plus que le Soudan pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Les institutions nationales sont toujours actives et toutes les violations du droit national et du droit international font rapidement l'objet d'enquêtes en bonne et due forme. Il n'est donc pas nécessaire d'imposer un mécanisme de contrôle externe tel que celui envisagé dans le projet de résolution. Il est important de rappeler que l'armée nationale est une institution officielle qui protège l'honneur et le territoire de la nation. La tentative du Conseil d'assimiler l'armée à une milice rebelle dans son projet de résolution constitue un précédent inquiétant dont aucun État n'est à l'abri.

La séance est levée à 16 h 35 ; elle est reprise à 16 h 40.

Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement ([A/HRC/57/L.2](#), [A/HRC/57/L.5](#), [A/HRC/57/L.7](#), [A/HRC/57/L.9](#), [A/HRC/57/L.10](#), [A/HRC/57/L.17/Rev.1](#) et [A/HRC/57/L.21](#))

Projet de résolution [A/HRC/57/L.2](#) : Célébration du trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

90. **M. Chen Xu** (Chine), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir le Danemark, la France, le Kenya, le Mexique et sa propre délégation, dit que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing sont des documents d'orientation sur l'égalité des sexes qui sont essentiels au niveau mondial. Ils ont été adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en 1995 et, au cours des trente années qui ont suivi, la situation des femmes s'est considérablement améliorée. Toutefois, comme le Secrétaire général de l'ONU l'a dit, des problèmes subsistent et les progrès accomplis sur la voie de l'égalité sont beaucoup trop lents.

91. Le projet de résolution a pour but de raviver l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action, de renforcer le consensus sur le sujet et de conjuguer les efforts visant à assurer un avenir meilleur aux femmes. En adoptant le texte, le Conseil déciderait d'organiser, au cours de sa cinquante-huitième session, une réunion-débat de haut niveau marquant le trentième anniversaire de la Conférence et inviterait son Président à envisager de consacrer la réunion-débat annuelle de haut niveau sur la prise en compte systématique des droits de l'homme, qui se tiendra également à sa cinquante-huitième session, au trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action. Dans le même temps, il prierait le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de se concerter avec toutes les parties prenantes afin de veiller à ce qu'elles participent à la réunion-débat, et le prierait d'établir un rapport de synthèse sur la réunion-débat, de le lui soumettre à sa soixantième session et de le soumettre à l'Assemblée générale à sa quatre-vingtième session.

92. Les auteurs principaux ont mené des débats ouverts et transparents avec toutes les parties prenantes, dont le HCDH et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). La délégation chinoise se félicite que le texte ait été très largement soutenu et espère que le Conseil l'adoptera par consensus.

93. **Le Président** dit que 32 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

94. **M. Bonnafont** (France) dit que l'égalité entre les hommes et les femmes est une condition essentielle au développement durable, à la paix et à la démocratie. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés en 1995 par 189 pays, ont fédéré la communauté internationale autour de la reconnaissance du caractère universel des droits des femmes et des filles. Le Président français a fait de l'égalité entre les hommes et les femmes une priorité de l'action de son gouvernement. Des inégalités majeures subsistent cependant. Environ 730 millions de femmes et de filles dans le monde ont subi des violences au moins une fois dans leur vie. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par l'extrême pauvreté et les changements climatiques et demeurent sous-représentées dans la vie politique, économique et sociale. Au rythme actuel, la communauté internationale aura besoin de trois cents ans pour parvenir à une égalité totale entre les hommes et les femmes. Il est donc essentiel que la prochaine génération soit celle de l'égalité. Pour ce faire, il est nécessaire de poursuivre le processus d'examen prévu par la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et de favoriser le dialogue entre les États, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé, en vue également d'atteindre l'objectif de développement durable n° 5. La délégation française demande au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

95. **M^{me} Schroderus-Fox** (Finlande) dit que sa délégation accueille avec satisfaction le projet de résolution sur la célébration du trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, cadre d'action mondial de référence pour faire progresser les droits des femmes et des filles. La Finlande réaffirme son engagement en faveur de l'égalité des sexes et des droits humains des femmes et des filles et participera activement aux célébrations du trentième anniversaire. Le pays, dont la prospérité et le développement après la Seconde Guerre mondiale peuvent être en grande partie attribués à l'importance accordée aux droits des femmes et à l'égalité des sexes, a pu vérifier que la promotion des droits des femmes profitait à la société dans son ensemble. Les investissements dans l'éducation, l'adoption de réformes juridiques et la mise en place de politiques sociales favorisant la participation des femmes au marché du travail lui ont permis non seulement de reconstruire son économie, mais ont aussi favorisé une société plus équitable. Le Conseil devrait adopter le projet de résolution par consensus et renouveler ainsi son engagement en faveur de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui continuent de guider le combat mené au niveau mondial pour l'autonomisation des femmes sur toute la planète.

96. **M^{me} Fuentes Julio** (Chili) dit que sa délégation remercie les auteurs principaux du projet de résolution sur la célébration du trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui n'ont rien perdu de leur pertinence depuis leur adoption. De fait, ces documents continuent d'appuyer et de guider l'action visant à éliminer tous les obstacles et toutes les discriminations qui empêchent les femmes et les filles du monde entier de jouir pleinement de leurs droits humains. Les activités prévues dans le projet de résolution inciteront les États à examiner leurs propres obligations en la matière. Le Gouvernement chilien réaffirme son engagement ferme en faveur de toutes les initiatives multilatérales visant à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes et les filles. L'intervenante espère que les membres du Conseil adopteront le projet de résolution par consensus.

97. **M. Staniulis** (Lituanie) dit que l'année 2025, trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, marquera une étape importante dans la quête mondiale de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Au cours des trente dernières années, ces documents ont inspiré nombre de politiques et d'initiatives dans le monde et ont servi de cadre global pour faire progresser les droits des femmes et traiter de questions essentielles telles que l'éducation, la santé et la participation politique. La délégation lituanienne s'inquiète toutefois de la persistance de problèmes, notamment la

violence sexuelle et fondée sur le genre et les disparités économiques. La Lituanie dispose d'un cadre juridique qui garantit l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes et interdit la discrimination fondée sur le genre. Le pays est d'ailleurs neuvième dans le classement 2023 de l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes, publié par le Forum économique mondial. La délégation lituanienne s'associera au consensus sur le projet de résolution et engage les autres membres du Conseil à faire de même.

98. **M. Alimbayev** (Kazakhstan) dit que sa délégation se félicite des négociations constructives qui ont eu lieu sur le projet de résolution. La délégation apprécie tout particulièrement l'initiative proposée d'organiser une réunion-débat de haut niveau pour commémorer le trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Cela permettra aux États et aux autres parties prenantes d'étudier les possibilités et les stratégies d'action, notamment les approches innovantes et les bonnes pratiques pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles. En sa qualité de coprésident de la réunion régionale d'examen « Beijing+30 » à venir, le Kazakhstan accueille très favorablement le projet de résolution et demande au Conseil de l'adopter par consensus.

99. **M^{me} Hussein** (Soudan) dit que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont entraîné des changements institutionnels et des évolutions concrètes notables, qui ont permis de promouvoir et de protéger les droits des femmes dans le monde. Trente ans après leur adoption, ces documents doivent être révisés, en particulier les dispositions relatives à l'égalité des sexes, à la discrimination à l'égard des femmes et des filles, à la violence fondée sur le genre en situation de conflit armé, à la pauvreté et à l'autonomisation économique. Dans le projet de résolution, le Conseil salue les progrès accomplis et prend en compte la nécessité de mettre en valeur les meilleures pratiques relatives à l'application de la Déclaration et du Programme d'action, tout en prenant acte des difficultés qui subsistent. La délégation soudanaise remercie les auteurs principaux du texte, dont elle espère qu'il sera adopté par consensus.

100. **M. Oike** (Japon) dit que son pays est fermement convaincu de l'importance vitale de l'égalité des sexes et qu'il est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits humains. Dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le Gouvernement japonais a l'intention de lancer un programme visant à former la nouvelle génération de dirigeants aux questions liées au genre. Il donnera ainsi la priorité à l'autonomisation des femmes, des enfants et des jeunes et favorisera la couverture sanitaire universelle et une éducation de qualité. Un nouveau programme sur l'égalité des sexes appuie également les efforts qu'il déploie à cet égard.

101. En 2025, le Japon et la Norvège coprésideront la réunion de haut niveau du réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité, enceinte essentielle qui permet de mutualiser les meilleures pratiques, d'encourager la coopération entre les pays et de promouvoir les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Les attentes à l'égard de cette réunion sont particulièrement élevées, car l'année 2025 marquera également le vingt-cinquième anniversaire de la résolution historique 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. L'intervenant remercie les auteurs principaux d'avoir rationalisé les travaux du Conseil en invitant son président à envisager de consacrer la réunion-débat annuelle de haut niveau sur la prise en compte systématique des droits de l'homme, qui se tiendra à sa cinquante-huitième session, au trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action.

102. **M. Kah** (Gambie) dit que sa délégation remercie sincèrement les auteurs principaux d'avoir présenté le projet de résolution, qui marque une étape importante et réaffirme l'engagement collectif du Conseil à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde. À l'avenir, les membres du Conseil devraient travailler ensemble de manière inclusive, équitable et durable pour veiller à ce que les droits des femmes et des filles restent une priorité de la communauté internationale. La Gambie est fière de s'associer au consensus sur le projet de résolution.

103. **M. Alcántara** (République dominicaine) dit que depuis trente ans, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing guident les efforts déployés au niveau mondial pour que les femmes puissent jouir de leurs droits humains dans des conditions d'égalité avec les hommes. Le trentième anniversaire de l'adoption de ces documents est une bonne occasion d'examiner les progrès accomplis et les problèmes qui subsistent. La délégation dominicaine se félicite donc du projet de résolution, qui mentionne non seulement les réalisations, mais également les difficultés. Les femmes et les filles se heurtent encore à des problèmes, tels que la violence fondée sur le genre, les écarts de rémunération et les obstacles structurels qui entravent leur accès à l'éducation et à un travail décent. Pour surmonter ces problèmes, il est essentiel d'entretenir une coopération internationale et de mutualiser les meilleures pratiques. L'intervenant invite tous les membres du Conseil à s'associer au consensus sur le projet de résolution, pour tenir compte du caractère essentiel de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes pour le développement durable de la société.

104. **M. Foradori** (Argentine), expliquant sa position avant la décision, dit que sa délégation s'associera au consensus sur le projet de résolution et réaffirme l'engagement de son pays en faveur de la défense de tous les droits humains, en particulier ceux des femmes et des enfants. À cet égard, il rappelle les deux déclarations interprétatives que l'Argentine a faites lorsqu'elle a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans sa déclaration relative à l'article premier de la Convention, l'Argentine affirme que le mot « enfant » doit s'entendre de « tout être humain du moment de la conception jusqu'à l'âge de 18 ans ». Dans sa déclaration relative à l'alinéa f) de l'article 24, elle affirme que, « conformément à des principes d'ordre éthique, les questions liées à la planification de la famille sont strictement du ressort des parents » et que les États sont tenus de « prendre les mesures appropriées pour conseiller les parents et les éduquer en matière de procréation responsable ». Il importe en outre de rappeler que le préambule de la Convention accorde une protection aux enfants « avant comme après la naissance ». Enfin, il souligne que l'Argentine a intégré la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans sa Constitution.

105. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.2](#) est adopté.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.5](#) : Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme

106. **M. Różycki** (Observateur de la Pologne), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir l'Afrique du Sud, l'Australie, le Chili, la République de Corée et sa propre délégation, dit que l'objectif principal du texte est de souligner les effets importants, aussi bien positifs que négatifs, que le développement des systèmes d'intelligence artificielle peut avoir sur la bonne gouvernance. Dans le texte, le Conseil prie le Comité consultatif de réaliser une étude sur ce sujet et de tenir dûment compte des travaux pertinents déjà menés par les parties prenantes, telles que les États, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et régionales et le HCDH. Cette étude sera une ressource utile pour mettre à jour de manière substantielle les futures résolutions sur le sujet. Le texte est issu de deux séries de consultations ouvertes et inclusives et l'intervenant relève avec satisfaction qu'il bénéficie d'un large soutien dans différentes régions. L'intervenant espère que le Conseil adoptera le projet de résolution par consensus.

107. **Le Président** dit que 20 États se sont portés coauteurs du projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

Déclarations générales ayant précédé la décision

108. **M^{me} Fuentes Julio** (Chili) dit que la transparence, l'obligation de rendre des comptes et l'inclusivité sont des principes fondamentaux de bonne gouvernance, et que celle-ci est nécessaire à la promotion et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux des groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables. Le projet de résolution met ces principes en évidence et souligne également la façon dont les technologies numériques, telles que l'intelligence artificielle, peuvent avoir des effets positifs sur la gouvernance et l'administration en rationalisant les services publics, en renforçant les mesures de lutte contre la corruption et en améliorant l'efficacité et la réactivité des autorités publiques. Cependant, l'intelligence artificielle pose également des problèmes importants, notamment en ce qui

concerne l'obligation de rendre des comptes et la protection des droits de l'homme. Alors qu'elles se généralisent, il est essentiel de garder le contrôle de ces technologies et d'empêcher qu'elles soient utilisées abusivement. Dans le projet de résolution, le Conseil prie donc le Comité consultatif de réaliser une étude sur les effets de l'intelligence artificielle et d'examiner à la fois les possibilités qu'elle offre et les mesures nécessaires pour qu'elle soit utilisée dans le respect des droits de l'homme et qu'elle favorise une gouvernance ouverte et responsable. La délégation chilienne estime que le projet de résolution est essentiel pour que le Conseil puisse continuer de promouvoir la bonne gouvernance et de veiller à ce que les technologies numériques soient utilisées de manière responsable. L'intervenante demande aux membres du Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

109. **M. Dan** (Bénin) dit que les droits de l'homme ne peuvent être protégés de manière totale et durable sans une bonne gouvernance et que la bonne gouvernance est la pierre angulaire du programme d'action du Gouvernement béninois depuis 2016. Le Gouvernement a adopté un ensemble de réformes et de mesures législatives, politiques et sociales qui traitent de manière efficace les quatre principaux aspects de la relation entre la bonne gouvernance et les droits de l'homme : les institutions démocratiques, l'état de droit, la transparence des services publics et les mesures de lutte contre la corruption. Le Bénin a également accéléré sa transition vers des services publics en ligne, afin de promouvoir la bonne gouvernance et de satisfaire les usagers. La délégation béninoise est particulièrement intéressée par l'étude que le Comité consultatif sera prié de réaliser sur les effets des systèmes d'intelligence artificielle sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme. L'intervenant soutient le projet de résolution et invite les membres du Conseil à l'adopter par consensus.

110. **M. Foradori** (Argentine), expliquant sa position avant la décision, dit que sa délégation se rallie au consensus sur le projet de résolution. L'Argentine garantit la liberté d'expression, conformément aux instruments internationaux, tout en condamnant fermement les discours haineux. Toutefois, le Gouvernement craint qu'une utilisation imprécise de l'expression « discours haineux » puisse conduire à un emploi abusif de cette notion, ce qui pourrait nuire au débat pluraliste. Par conséquent, l'intervenant précise que le Gouvernement argentin entend par discours haineux « tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence », selon la définition figurant à l'article 20 (par. 2) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lu conjointement avec l'article 19 (par. 3), qui prévoit que le droit à la liberté d'expression peut être soumis à certaines restrictions.

111. En outre, il convient de noter que dans son rapport de 2012 ([A/67/357](#)), le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a indiqué que « compte tenu du risque que les lois interdisant l'incitation à la haine puissent être interprétées de manière large et appliquées sélectivement par les autorités, il [était] nécessaire qu'elles soient formulées d'une manière qui ne laisse place à aucune ambiguïté et que des garanties efficaces soient prévues pour éviter tout abus de la législation ». Le paragraphe 44 de ce rapport contient des définitions des termes « haine », « appel » et « incitation », qui éclairent la façon dont le Gouvernement argentin interprète le sujet.

112. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.5](#) est adopté.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.7](#) : Lutter contre le cyberharcèlement

113. **M. Foradori** (Argentine), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir l'Allemagne, la Grèce, Israël et sa propre délégation, dit que le cyberharcèlement englobe l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour nuire à une ou plusieurs victimes de manière délibérée, répétée et hostile. Bien qu'il soit difficile à apprécier, il a des conséquences graves et durables pour ses victimes. La généralisation des technologies renforce l'ampleur et l'omniprésence du cyberharcèlement. L'enjeu pour tous les pays est d'élaborer des mesures globales et inclusives visant à prévenir, combattre et éliminer le problème.

114. Le projet de résolution est axé sur la lutte contre le cyberharcèlement des personnes handicapées, qui sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de cyberharcèlement que les personnes non handicapées et qui sont exposées de manière disproportionnée au risque de faire l'objet de violence et d'abus dans les environnements numériques. Il souligne aussi

qu'à l'heure actuelle, la question du cyberharcèlement envisagée sous l'angle du handicap est mal connue et qu'il importe de mettre à disposition des informations pertinentes sous des formes accessibles. En adoptant le texte, le Conseil réaffirmerait que les efforts visant à lutter contre le cyberharcèlement des personnes handicapées doivent promouvoir l'autonomie, le choix et le pouvoir d'action de ces personnes et demanderait aux États de prendre les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées, notamment la mise en place de mécanismes et de canaux de signalement du cyberharcèlement accessibles. En outre, le projet de résolution souligne qu'il importe de collaborer véritablement avec les personnes handicapées et les organisations qui les représentent, y compris dans le cadre de l'exercice de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, afin de comprendre leurs préoccupations concernant le cyberharcèlement et les obstacles qui les empêchent d'utiliser les espaces numériques en toute sécurité.

115. Pour contribuer à l'efficacité du Conseil, les auteurs ont décidé de ne pas demander qu'une nouvelle réunion-débat soit organisée ; en revanche, le texte prévoit qu'il soit décidé de traiter la question de la lutte contre le cyberharcèlement des personnes handicapées dans le cadre du prochain débat annuel du Conseil sur les droits des personnes handicapées, qui se tiendra à sa cinquante-huitième session. Il prévoit également de prier le HCDH d'établir un rapport sur la lutte contre le cyberharcèlement des personnes âgées et de le présenter au Conseil à sa soixante-deuxième session. La délégation argentine espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

116. **Le Président** annonce que 13 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

117. **M. Staniulis** (Lituanie) dit que le projet de résolution permettrait de mieux comprendre le cyberharcèlement des personnes handicapées et les mesures à prendre pour éliminer ce comportement. La délégation lituanienne se félicite particulièrement que le texte indique que les personnes handicapées sont exposées de manière disproportionnée au risque de faire l'objet de discours haineux, de violence et d'abus dans les environnements numériques, ce qui contribue à leur exclusion ; que la question du cyberharcèlement envisagée sous l'angle du handicap est mal connue ; et qu'il importe d'assurer l'autonomisation des enfants, y compris des enfants handicapés, dans l'environnement numérique en renforçant leurs connaissances et leurs compétences numériques. La lutte contre le cyberharcèlement des personnes handicapées, en particulier dans le cadre de politiques nationales, est essentielle pour favoriser un environnement en ligne inclusif et respectueux.

118. Les personnes handicapées font souvent l'objet de harcèlement et de discriminations ciblés et le cyberharcèlement peut avoir des conséquences graves pour leur santé mentale, leur estime de soi et leur bien-être général. Lutter activement contre les comportements de ce type est un moyen de protéger la dignité et les droits des personnes handicapées et de promouvoir une culture de l'empathie, de la compréhension et du soutien. Le texte présenté au Conseil est solide et équilibré et devrait être adopté par consensus.

119. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont conscients des conséquences extrêmement néfastes du harcèlement en ligne, en particulier pour les personnes handicapées, les enfants et les membres de groupes marginalisés. Le cyberharcèlement ne s'arrête pas aux frontières et porte atteinte à la santé mentale, au bien-être et aux droits humains des personnes dans le monde entier. En se portant coauteurs du projet de résolution, les États-Unis réaffirment leur engagement en faveur d'un environnement numérique sûr et inclusif, auquel chacun peut participer sans craindre d'être harcelé ou de subir des violences. Ils soutiennent fermement l'approche coordonnée de la communauté internationale relative à l'élaboration de stratégies de lutte contre le cyberharcèlement. Unie, la communauté internationale peut créer un monde numérique qui respecte la dignité et les droits de tous les individus.

120. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que le projet de résolution permettra au Conseil de réaffirmer sa détermination à lutter contre le cyberharcèlement, qui a des conséquences négatives pour la jouissance des droits de l'homme et nuit à la santé mentale. Il importe de veiller à l'existence de garanties appropriées et d'un contrôle humain de

l'application des technologies numériques nouvelles et émergentes, afin de réduire l'exposition au cyberharcèlement.

121. Dans le projet de résolution, le Conseil se dit conscient du fait que les personnes handicapées sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de cyberharcèlement que les personnes non handicapées et qu'elles sont exposées de manière disproportionnée au risque de faire l'objet de discours haineux, de violence et d'abus dans les environnements numériques, ce qui contribue à leur exclusion et à leur maltraitance. Par conséquent, il est demandé aux États d'adopter et d'appliquer des programmes d'enseignement qui soient durables, inclusifs et accessibles, et notamment d'élargir les initiatives inclusives visant à promouvoir l'habileté numérique pour soutenir l'utilisation responsable des espaces numériques et l'autoprotection des données personnelles. Les États sont également engagés à sensibiliser le public aux stratégies visant à prévenir et combattre le cyberharcèlement des personnes handicapées et à faire mieux connaître les outils et les ressources disponibles pour soutenir les personnes qui subissent un cyberharcèlement ou en sont témoins. Le projet de résolution souligne également que les entreprises sont tenues d'exercer une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme. Au vu de ces considérations, la délégation costaricienne engage tous les membres du Conseil à soutenir le projet de résolution.

122. **M. Bonnafont** (France) dit que sa délégation se réjouit de compter parmi les auteurs du projet de résolution. Les technologies numériques occupent désormais dans la vie des gens une place qui était inconcevable au moment de l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les nouvelles technologies ont fait naître de nombreuses possibilités, mais leur utilisation abusive présente de nouvelles menaces, notamment le cyberharcèlement et l'exposition à des contenus illégaux et à la haine en ligne, auxquelles les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables. Pour cette raison, la France promeut une politique de tolérance zéro en matière de violence en ligne ; cependant, protéger efficacement la population contre les risques en ligne est une tâche complexe, sans solution rapide. Le Gouvernement français est convaincu de la nécessité d'une approche multilatérale et multipartite, complétée par un cadre réglementaire transnational solide et intégré. La délégation française soutient donc le projet de résolution, qui rappelle les possibilités qu'offre l'espace numérique, en souligne les risques et réaffirme la nécessité de prévenir toutes les formes de violence et de harcèlement à l'égard des personnes vulnérables. Il est indispensable que les mécanismes de lutte contre le cyberharcèlement et les mécanismes de soutien et de prise en charge destinés aux personnes touchées tiennent compte de facteurs tels que le genre pour être pleinement efficaces. La délégation française invite tous les États membres du Conseil à soutenir le projet de résolution.

123. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.7](#) est adopté.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.9](#) : Promotion d'un ordre international démocratique et équitable

124. **M. Quintanilla Román** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, dit que la transformation de l'ordre international actuel revêt une importance fondamentale pour les pays en développement, car ils sont désavantagés depuis des années dans des domaines tels que l'accès au commerce international, le transfert de technologies, la répartition des richesses, l'architecture financière internationale, la prise de décisions, le contrôle souverain des ressources naturelles et la réalisation du droit au développement. Bien que ces circonstances ne dispensent pas les États de leur responsabilité en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, elles imposent des limites importantes à la pleine jouissance de ces droits, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, et perpétuent les inégalités en entravant le développement national.

125. Le projet de résolution introduit deux nouvelles questions de fond, qui sont fondamentales pour parvenir à un ordre international équitable : la nécessité d'une transformation de l'architecture financière internationale et d'une solution globale au problème de la dette extérieure, et le respect des engagements en matière de financement du développement, notamment en ce qui concerne l'aide publique au développement.

126. Malheureusement, certaines délégations maintiennent une position rhétorique sur la question à l'examen. Il est difficile de prétendre que l'ordre international actuel, injuste et inégal, qui condamne la majorité à la pauvreté tout en offrant l'opulence à d'autres, n'a pas de conséquences sur la réalisation des droits de l'homme. Pour toutes ces raisons, la délégation cubaine demande à tous les États membres du Conseil de soutenir le projet de résolution.

127. **Le Président** annonce que 12 États se sont portés coauteurs du projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

Déclarations générales ayant précédé la mise aux voix

128. **M^{me} Osman** (Malaisie) dit que sa délégation soutient le projet de résolution, qui est capital pour favoriser l'équité et l'inclusivité dans la gouvernance mondiale. Tous les États, quels que soient leur taille, leur situation géographique et leur produit intérieur brut, doivent avoir voix au chapitre lorsqu'il s'agit de façonner les relations internationales, les systèmes économiques et les processus décisionnels mondiaux. Il est nécessaire de transformer l'ordre international actuel pour lutter contre les inégalités croissantes, qui ont été aggravées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et d'autres problèmes mondiaux. Il importe tout particulièrement de réformer l'architecture financière internationale, conçue après la Seconde Guerre mondiale et obsolète. L'intervenante se félicite que cette question soit mentionnée dans le projet de résolution, car elle est essentielle pour trouver une solution au problème du fardeau de la dette extérieure de nombreux pays en développement. La Malaisie soutient également la demande faite aux États de trouver une solution globale au problème de la dette extérieure et de respecter les engagements en matière de financement du développement, notamment en ce qui concerne l'aide publique au développement, le financement de l'action climatique et le transfert de technologies. Il est essentiel d'agir dans ces domaines pour combler l'écart entre les pays développés et les pays en développement et permettre à tous les États de poursuivre leurs objectifs de développement et d'honorer leurs engagements relatifs aux droits de l'homme sans être tributaires de la dette. La délégation malaisienne demande aux États de soutenir le projet de résolution dans le cadre d'un effort collectif visant à bâtir un système équitable donnant la priorité aux droits de l'homme et au développement durable.

129. **M. Jiang Han** (Chine) dit que le monde est face à des problèmes de plus en plus importants, notamment la division des pays en différents camps politiques, la démondialisation économique, la fragmentation de la gouvernance internationale et l'hégémonisme et l'unilatéralisme effrénés. L'humanité se trouve une fois de plus à la croisée des chemins. Le Gouvernement chinois estime qu'il importe de bâtir un ordre international plus équitable et il est favorable à un monde multipolaire équitable et ordonné, caractérisé par une mondialisation économique inclusive. La délégation chinoise se félicite donc du projet de résolution et la Chine s'est portée coauteur du texte, estimant qu'il reflète les aspirations de nombre de pays en développement.

130. **M^{me} Arias Moncada** (Honduras) dit que le projet de résolution reflète clairement les problèmes auxquels se heurte la communauté internationale dans la recherche d'un ordre mondial plus juste, plus équitable et plus démocratique. Il est essentiel que l'ordre international soit démocratique pour permettre la pleine jouissance des droits de l'homme, le développement durable et la paix dans le monde, autant de valeurs fondamentales qui guident la politique étrangère du Honduras et sa participation à des instances multilatérales. Dans un monde de plus en plus interdépendant, les droits de l'homme ne peuvent être pleinement respectés que si les États travaillent ensemble sur la base du respect mutuel, de l'équité et de la solidarité. Le projet de résolution souligne à juste titre la nécessité de corriger d'urgence les inégalités structurelles qui persistent dans le système international et réaffirme qu'il importe de respecter la diversité culturelle, politique et économique des pays. Le Honduras soutient les demandes relatives à la consolidation des institutions internationales et à la transformation de l'architecture financière internationale visant à régler le problème de la dette, qui vont dans le sens du Pacte pour l'avenir adopté récemment. Le texte souligne également qu'il importe de renforcer la coopération internationale pour surmonter les problèmes mondiaux posés par les changements climatiques, la pauvreté, les pandémies et les migrations, qui touchent de manière disproportionnée les pays moins développés.

La délégation hondurienne se félicite que le texte mentionne le respect des engagements en matière de financement de l'action climatique, de transfert de technologies et d'aide publique au développement et relève avec satisfaction qu'il tient compte du fait que le multilatéralisme est essentiel pour lutter contre les problèmes mondiaux. Le Gouvernement hondurien estime que le multilatéralisme devrait être inclusif et que tous les pays, quels que soient leur taille et leur niveau de développement, devraient pouvoir participer à la prise de décisions concernant leur avenir.

131. Le projet de résolution représente une contribution précieuse au développement d'un système international plus inclusif, équitable et démocratique, et constitue un pas en avant vers la réalisation des droits de l'homme pour tous. La délégation hondurienne soutient donc le texte et demande aux membres du Conseil de l'adopter par consensus ou de voter pour, s'il est mis aux voix.

Déclarations explicatives de vote ayant précédé la mise aux voix

132. **M. Oike** (Japon) dit que la question de l'ordre international démocratique et équitable est importante et ne doit pas être écartée de manière inconsidérée. Cependant, cette notion n'est pas exprimée de manière claire dans le projet de résolution ; elle ne peut être considérée comme un droit de l'homme reconnu au niveau international. En outre, le Conseil n'est pas l'instance appropriée pour traiter nombre des questions soulevées, qui ne relèvent en réalité pas de son mandat. Pour ces raisons, la délégation japonaise sollicite la mise aux voix du projet de résolution et votera contre celui-ci.

133. **M. Payot** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que l'Union européenne poursuit son action en faveur d'un ordre international démocratique et équitable. Toutefois, les inquiétudes que l'Union européenne a mentionnées au sujet des résolutions précédentes sur le même sujet sont toujours d'actualité. Le sujet n'est pas traité de manière exhaustive et certains éléments ont été choisis de manière arbitraire, ont été sortis de leur contexte ou ne relèvent pas du mandat du Conseil. Par conséquent, les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil ne soutiennent pas le projet de résolution et voteront contre celui-ci.

134. *À la demande du représentant du Japon, il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Émirats arabes unis, Érythrée, Gambie, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Malaisie, Malawi, Maldives, Qatar, Somalie, Soudan, Viet Nam.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Argentine, Belgique, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas (Royaume des), Roumanie.

S'abstiennent :

Chili, Costa Rica, Maroc, Paraguay, République dominicaine.

135. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.9](#) est adopté par 27 voix contre 15, avec 5 abstentions.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.10](#) : Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

136. **M. Quintanilla Román** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, dit que le Conseil a l'obligation de combattre le mercenariat, y compris ses formes et manifestations nouvelles, ainsi que ses répercussions sur les droits de l'homme. Des préoccupations ont été exprimées concernant les pratiques persistantes de recrutement, de financement, d'armement et d'emploi de mercenaires visant à porter atteinte à la souveraineté d'un État et à commettre des actes violents, déstabilisateurs ou subversifs dans le but de provoquer un changement de régime. Les activités des sociétés militaires et de

sécurité privées, y compris dans l'espace humanitaire, sont également source de préoccupations.

137. L'un des objectifs du projet de résolution est de faire la lumière sur les répercussions du mercenariat et des activités liées au mercenariat sur la protection, l'exercice et la réalisation des droits de l'homme. Le texte intègre certaines propositions du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Conseil y demande au Groupe de travail d'aborder les aspects de cette question liés aux activités en ligne, en tenant compte des préoccupations exprimées au sujet de l'utilisation abusive des nouvelles technologies et des instruments financiers, ainsi que du recours aux médias sociaux pour organiser, soutenir et financer le mercenariat et les activités liées au mercenariat. Pour toutes ces raisons, la délégation cubaine invite les États membres du Conseil à soutenir l'adoption du projet de résolution.

138. **Le Président** annonce que cinq États se sont portés coauteurs du projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

Déclarations explicatives de vote ayant précédé la mise aux voix

139. **M. Payot** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que, malgré la participation de ces États aux consultations, le projet de résolution comporte encore des éléments qui préoccupent l'Union européenne depuis longtemps. Par exemple, les auteurs du texte confondent les rôles et les activités de mercenaires, qui sont clairement définis par le droit international humanitaire, avec les activités légales de sociétés militaires et de sécurité privées. De plus, en associant les mercenaires au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le projet de résolution outrepassa le mandat du Conseil. Pour ces raisons, entre autres, l'Union européenne ne peut adhérer à ce projet. La délégation belge sollicite donc la mise aux voix du projet et indique que les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil voteront contre le texte.

140. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays condamne le recours abusif de certains pays à des sociétés militaires et de sécurité privées, ainsi que la grave menace que certains acteurs armés non étatiques continuent de faire peser sur la capacité des États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et de maintenir l'ordre. Cependant, il faut bien faire la distinction entre les activités irresponsables ou déstabilisantes des mercenaires et le rôle légitime que les sociétés militaires et de sécurité privées peuvent jouer. Réaffirmant leur position de longue date sur le sujet, les États-Unis voteront contre le projet de résolution et engagent les autres délégations à faire de même.

141. *À la demande du représentant de la Belgique, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Émirats arabes unis, Érythrée, Gambie, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Malaisie, Malawi, Maldives, Qatar, Somalie, Soudan et Viet Nam.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas (Royaume des), Roumanie.

S'abstiennent :

Argentine, Maroc, Paraguay et République dominicaine.

142. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.10](#) est adopté par 29 voix contre 14, avec 4 abstentions.*

Projet de résolution A/HRC/57/L.17/Rev.1 : Réinsertion sociale des personnes remises en liberté ou soumises à des mesures non privatives de liberté

143. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica), présentant le projet de résolution au nom de ses principaux auteurs, à savoir la Gambie, le Kazakhstan, le Monténégro, la Roumanie et sa propre délégation, dit que le texte vise à intégrer de manière claire la perspective des droits de l'homme dans l'examen des questions liées à la réinsertion sociale des personnes remises en liberté ou soumises à des mesures non privatives de liberté car, dans d'autres enceintes, ces questions ont été traitées dans une optique stigmatisante et discriminatoire ou en se focalisant sur la prévention de la criminalité. Les principaux auteurs espèrent que le projet de résolution contribuera à combler une lacune dans le système universel des droits de l'homme.

144. La réinsertion sociale était nécessaire, indépendamment de la réussite ou de l'échec de la réadaptation pendant la période de détention, ou du fait que l'individu soit coupable ou non d'une infraction. Des milliers de personnes ont été maintenues en détention pendant des mois ou des années avant d'être déclarées innocentes ou libérées sans condamnation. Par ailleurs, les personnes qui ont été reconnues coupables et qui ont purgé leur peine ne doivent pas continuer à subir une sanction sous la forme d'un non-respect de leurs droits de l'homme. Il est important de reconnaître que les personnes remises en liberté doivent surmonter non seulement l'expérience traumatisante de la privation de liberté, mais aussi d'importants obstacles et difficultés liés aux droits de l'homme dans le cadre de leur réinsertion dans la société.

145. Dans le projet de résolution, le Conseil demande au HCDH de réaliser une étude qui permettra ensuite d'évaluer dans quelle mesure des travaux plus approfondis sur la question, tels que l'élaboration de principes directeurs, pourraient être utiles. Le projet de résolution constitue un premier pas vers l'intégration de la perspective des droits de l'homme dans le cadre de la réinsertion sociale des personnes libérées ; la délégation costaricienne espère donc que tous les membres du Conseil soutiendront ce projet.

146. **Le Président** annonce que 14 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

147. **M^{me} Popa** (Roumanie) dit que son pays est heureux de figurer parmi les principaux auteurs du premier projet de résolution sur la réinsertion sociale des personnes remises en liberté ou soumises à des mesures non privatives de liberté qui vise à promouvoir une approche de la question fondée sur les droits de l'homme et sur les principes fondamentaux de dignité, d'égalité et de non-discrimination. Ce projet répond au besoin de trouver des moyens d'aider les personnes concernées afin d'éviter qu'elles soient marginalisées ou exclues de la société en raison d'un manque de moyens financiers, d'un handicap, de leur condition de sans-abri, de la stigmatisation ou de la discrimination. La délégation roumaine soutient pleinement les mandats institutionnels qui portent sur la réinsertion sociale et ont pour objectif de lutter contre la criminalité, en particulier celui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ; le projet de résolution vise simplement à intégrer une perspective complémentaire axée sur les droits de l'homme afin que la réinsertion soit envisagée selon une approche globale et multidimensionnelle. La délégation demande à tous les États membres de soutenir cet objectif et d'adhérer au consensus sur le projet de résolution.

148. **M. Kah** (Gambie) dit que la Gambie est fière de se joindre aux auteurs du projet de résolution, qui témoigne d'un engagement commun à défendre les droits de l'homme, à promouvoir une réinsertion durable et à aider les personnes concernées à réintégrer la société dans la dignité et le respect. Dans ce texte, le Conseil souligne l'importance des actions menées en collaboration entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Il insiste sur la nécessité d'apporter un soutien complet, allant de la formation professionnelle et l'éducation aux soins de santé et aux services sociaux, afin que les personnes ayant fait l'objet d'une sanction par privation de liberté ou de mesures non privatives de liberté puissent vivre dans le respect de la loi et subvenir à leurs besoins. En outre, il appelle l'attention sur les difficultés particulières que rencontrent les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées, et souligne l'importance de mettre en place des

programmes adaptés qui répondent à leurs besoins spécifiques. La délégation gambienne engage tous les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

149. **M. Alimbayev** (Kazakhstan) dit que la réinsertion sociale peut avoir un impact très important sur les taux de récidive et permettre de réaliser des économies, mais que ce projet de résolution aborde la réinsertion sous l'angle des droits de l'homme en mettant l'accent sur les difficultés liées aux droits de l'homme rencontrées par les personnes qui sortent de prison et sur ce que les États peuvent faire pour les aider plus efficacement. En adoptant ce projet de résolution, le Conseil inviterait les États à s'efforcer activement de faciliter la réinsertion sociale des personnes remises en liberté conformément à leurs obligations et à leurs engagements en matière de droits de l'homme, et toutes les parties intéressées à contribuer à mobiliser davantage les gouvernements et à renforcer la coopération internationale. Comme beaucoup d'autres pays, le Kazakhstan a déjà pris des mesures concrètes à cet égard. Des pratiques efficaces d'accompagnement après libération pourraient avoir des effets bénéfiques importants, non seulement pour les détenus, mais aussi pour le développement durable des communautés dans leur ensemble. Tout au long du processus de négociation, les principaux auteurs, dont la délégation kazakhe elle-même, ont veillé à tenir compte des vues et des préoccupations de toutes les délégations de façon à obtenir un texte équilibré et à rallier un large soutien en faveur du projet. La délégation demande donc à tous les membres du Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

150. **M^{me} Fuentes Julio** (Chili) dit que sa délégation salue les efforts que les principaux auteurs ont déployés pour présenter un projet de résolution sur un sujet qui n'a pas été suffisamment pris en considération par le système de protection des droits de l'homme, à savoir la situation de vulnérabilité particulière dans laquelle se trouvent les personnes qui ont purgé une peine de prison et qui essaient de se réinsérer dans la société. Ce projet constitue donc un pas dans la bonne direction. La réinsertion sociale devrait être envisagée sous l'angle du soutien apporté par la communauté, et pas comme relevant exclusivement de la responsabilité de la famille ou de la société civile. Dans ce projet de résolution, le Conseil applique de manière concrète et efficace le principe consistant à ne laisser personne de côté, tel qu'il est inscrit dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le texte du projet est équilibré et, s'il est adopté, favorisera l'édification de sociétés plus justes et plus équitables. La délégation chilienne demande à tous les membres du Conseil de permettre l'adoption du projet de résolution par consensus.

151. **M. Bichler** (Luxembourg) dit que la privation de liberté devrait toujours constituer une exception et non la règle dans le cadre de la lutte contre la criminalité. Tous les États sont tenus de favoriser la réinsertion sociale des personnes qui ont purgé leur peine, en particulier lorsque celles-ci appartiennent à des groupes particulièrement vulnérables. Comme d'autres pays, le Luxembourg s'efforce de mettre à jour son droit pénal et ses procédures pénales de manière à abandonner l'approche purement punitive au profit d'une approche plus réparatrice, axée sur la réadaptation et la réinsertion. La délégation luxembourgeoise se félicite que le projet mentionne le travail important accompli par le HCDH ainsi que les Principes relatifs aux entretiens efficaces dans le cadre d'enquêtes et de collecte d'informations (Principes de Méndez). Elle est heureuse de se joindre au consensus sur le projet de résolution.

Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision

152. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que le projet de résolution met particulièrement l'accent sur les dimensions relatives aux droits de l'homme de la réinsertion des personnes remises en liberté. Sa délégation se félicite que le Conseil reconnaisse l'importance de la contribution que peuvent apporter les victimes d'actes criminels lors de l'examen de la réinsertion sociale des anciens détenus, et que le texte fasse référence à des pratiques exemplaires telles que la justice réparatrice. Elle se félicite également que le Conseil reconnaisse les difficultés tout à fait particulières que rencontrent les femmes et les filles, ainsi que les jeunes et les membres d'autres groupes de la population marginalisés qui ont été incarcérés. Elle reconnaît que le système des Nations Unies a déployé de nombreux efforts notables en ce qui concerne les questions liées au traitement des détenus, comme l'indique le sixième alinéa du préambule, mais elle estime qu'il n'est pas approprié d'inclure dans la liste des documents adoptés par consensus les principes de Méndez, qui n'ont pas été

négoiés par les États et qui n'intègrent pas les contributions de ces derniers. Elle reconnaît l'utilité que pourrait avoir une étude du HCDH sur les dimensions relatives aux droits de l'homme de la réinsertion sociale des personnes remises en liberté. Compte tenu des travaux déjà réalisés par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, elle considère toutefois que le HCDH n'est pas l'instance appropriée pour établir des principes directeurs à ce sujet, car ces derniers devraient être négociés et définis par les États, qui encadrent les activités liées à la réinsertion. Ces éléments seront expliqués de manière plus détaillée dans la déclaration globale de la délégation américaine sur les résolutions adoptées au titre du point 3 de l'ordre du jour, qui sera publiée sur le site Web de la Mission permanente des États-Unis et figurera dans le *Digest of United States Practice in International Law*. L'engagement du Conseil en faveur de l'insertion sociale des personnes après leur incarcération ne devrait en aucun cas être invoqué par un État pour justifier le recours à l'incarcération comme moyen d'assimilation forcée.

153. **M. Oike** (Japon) dit que sa délégation reconnaît l'importance de la question dont traite le projet de résolution et qu'elle a participé de manière constructive aux consultations informelles sur ce texte. La délégation japonaise a fait observer que les initiatives proposées dans ce projet faisaient en partie double emploi avec les stratégies types de l'ONUDC propres à réduire la récidive. À ce sujet, elle reconnaît qu'il est nécessaire de réaliser une étude complète, comme cela est demandé au paragraphe 8 du projet, mais elle reste préoccupée par les incohérences qui pourraient en résulter par rapport aux travaux déjà réalisés par l'ONUDC. Toute initiative fondée sur le projet de résolution devrait être menée en tenant dûment compte de ces travaux et des processus engagés par les spécialistes de la justice pénale, tels que les membres de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, et en veillant à maintenir la cohérence avec les normes existantes, telles que les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo). À propos d'une autre question liée à ce sujet, de nombreuses délégations, dont celle du Japon, ont proposé au cours des négociations de supprimer la référence à l'élaboration de principes directeurs, qui est faite dans le paragraphe 8. Les principaux auteurs ont réexaminé le texte de ce paragraphe, mais cette référence a finalement été maintenue. M. Oike espère que le point de vue des délégations participantes sera pleinement pris en compte à l'avenir. Dans un esprit de collaboration constructive, la délégation japonaise se joindra au consensus sur le projet de résolution.

154. **M. Jiang Han** (Chine) dit que la Chine est résolue à prendre des mesures globales pour protéger les droits et les libertés fondamentales des personnes remises en liberté ou soumises à des mesures non privatives de liberté et pour les aider à mieux se réinsérer dans la société. La réinsertion sociale de ces personnes relève des droits souverains des États et il y a lieu de tenir compte des contextes historiques, culturels et sociaux de chaque pays. Le projet de résolution devrait se fonder sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et être compatible avec les mécanismes internationaux existants. La délégation chinoise a participé aux consultations informelles constructives qui ont porté sur ce texte. La plupart des participants ont estimé qu'il serait prématuré de tenir un débat sur cette question dans le cadre du Conseil, et aucun consensus ne s'est encore dégagé sur les différentes parties du texte qui traitent de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques juridiques dans ce domaine. La délégation chinoise espère que les principaux auteurs du projet continueront à collaborer avec d'autres États sur cette question afin d'assurer la plus grande cohésion possible entre toutes les parties prenantes. Au vu de ces considérations, la Chine décide de se joindre au consensus sur ce projet de résolution.

155. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.17/Rev.1](#) est adopté.*

Projet de résolution [A/HRC/57/L.21](#) : Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme : plan d'action pour la cinquième phase

156. **M. Sorreta** (Philippines), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, à savoir le Brésil, le Costa Rica, l'Italie, le Maroc, le Sénégal, la Slovénie, la Thaïlande et sa propre délégation, dit que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est la première ligne de défense contre les injustices, l'intolérance et la discrimination, qui remettent en cause la vérité la plus fondamentale de l'existence humaine, à savoir que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Le Programme mondial

d'éducation dans le domaine des droits de l'homme a été mis en place en 2005 et repose sur le principe selon lequel l'éducation dans ce domaine devrait englober la diversité des civilisations, des religions, des cultures et des traditions, et s'en inspirer tout en reconnaissant l'universalité des droits de l'homme. En adoptant ce projet de résolution, le Conseil réaffirmerait que le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme se poursuit et lancerait sa cinquième phase, les plans d'action des phases précédentes étant des documents d'orientation destinés à aider les États et les autres parties prenantes à établir des stratégies et des programmes nationaux. La cinquième phase mettra l'accent sur les liens entre les droits de l'homme et trois des enjeux les plus pressants auxquels la communauté internationale doit faire face : les technologies numériques, l'environnement et les changements climatiques et l'égalité des sexes. Dans le projet de résolution, le Conseil salue le travail accompli par le HCDH pour élaborer le plan d'action pour la cinquième phase en consultation avec de multiples parties prenantes, conformément à la résolution 54/7 du Conseil. Par ce projet de résolution, le Conseil déciderait également de convoquer, à sa soixante-troisième session, une réunion-débat afin de célébrer le quinzième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme. Les principaux auteurs espèrent que le projet de résolution sera adopté par consensus.

157. **Le Président** annonce que 20 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Déclarations générales ayant précédé la décision

158. **M. Da Silva Nunes** (Brésil) dit que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme joue un rôle fondamental dans l'édification de sociétés inclusives, justes et durables et que sa délégation est fière de figurer parmi les principaux auteurs du projet de résolution. Le Brésil attache une grande importance au Programme mondial et est fermement résolu à en promouvoir les objectifs. Au cours des quatre phases précédentes, le Programme a favorisé l'intégration de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre de l'éducation formelle et non formelle. Sa délégation est particulièrement heureuse de constater que la cinquième phase porte sur les technologies numériques ainsi que sur les changements climatiques et l'égalité des sexes, et qu'elle accorde une attention particulière aux enfants et aux adolescents en tant que principal groupe cible. Les jeunes dotés des connaissances et des outils nécessaires pour comprendre et défendre les droits de l'homme seront plus à même de relever les défis qui se posent à l'échelle mondiale et de promouvoir l'égalité et la justice au sein de leur communauté. L'adoption du projet de résolution par consensus incitera les États à participer à la mise en œuvre effective du Programme au cours des cinq prochaines années.

159. **M^{me} Schroderus-Fox** (Finlande) dit que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme destinée aux enfants et aux jeunes fait partie intégrante du droit à l'éducation. Son gouvernement se félicite que la cinquième phase soit consacrée aux enfants et aux jeunes, et mette particulièrement l'accent sur les droits de l'homme et les technologies numériques, l'environnement et les changements climatiques et l'égalité des sexes. Le Programme mondial met en adéquation les stratégies éducatives avec les objectifs plus larges du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et joue un rôle essentiel dans l'avènement d'un monde plus juste, plus équitable et plus pacifique, exempt de toute discrimination. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme contribue à l'édification de sociétés qui reconnaissent l'importance de la dignité humaine, de l'égalité, de la tolérance et de la participation à la prise de décision démocratique, ainsi qu'à la prévention à long terme des conflits violents et des violations des droits de l'homme. Le Gouvernement finlandais tient à réaffirmer son plein soutien au travail essentiel accompli par le HCDH pour élaborer le plan d'action pour la cinquième phase. Pour ces raisons, la délégation finlandaise soutient l'adoption du projet de résolution par consensus.

160. **M. Staniulis** (Lituanie) dit que sa délégation se félicite que la cinquième phase du Programme mondial continuera de mettre l'accent sur la jeunesse, tout en s'élargissant pour inclure les enfants en tant que groupe prioritaire, en mettant particulièrement l'accent sur les droits de l'homme et les technologies numériques, l'environnement et les changements climatiques et l'égalité des sexes. L'objectif visant à élaborer une stratégie globale d'éducation dans le domaine des droits de l'homme pour les enfants et les jeunes au niveau national qui soit fondée sur des principes internationalement reconnus revêt une importance particulière. La délégation lituanienne estime que le texte du projet de résolution est fort et

équilibré, et espère qu'il sera adopté par consensus, comme l'ont été les résolutions précédentes sur ce sujet.

161. **M. Bichler** (Luxembourg) dit que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est le meilleur moyen d'édifier une société respectueuse des droits de l'homme. Sa délégation se félicite que la prochaine phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme mette particulièrement l'accent sur les défis que posent à l'échelle mondiale l'égalité des sexes, l'environnement et les technologies numériques. Toutefois, elle regrette que les amendements apportés au projet de résolution aient conduit à un affaiblissement des recommandations relatives à l'éducation en matière d'égalité des sexes et de lutte contre la discrimination, initialement proposées par le HCDH. Il ne suffit pas d'ignorer un problème pour le faire disparaître, et ce n'est pas en privant les gens de leurs droits que l'on peut œuvrer en faveur d'une société plus égalitaire. Le HCDH, qui agit en toute impartialité et en consultation avec toutes les parties prenantes, est le mieux placé pour formuler des recommandations relatives à la mise en œuvre d'un programme d'éducation visant à assurer la pleine jouissance des droits de l'homme. La délégation luxembourgeoise tient à saluer le travail que le Haut-Commissariat a accompli pour élaborer la cinquième phase du Programme mondial. Elle engage toutes les délégations à donner suite aux recommandations figurant dans le Programme et espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

162. **M. Verdún Bitar** (Paraguay) dit que son pays soutient généralement le projet de résolution relatif au Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Les plans d'action proposés dans le cadre du Programme doivent pouvoir être adaptés à tous les contextes et ne devraient donc pas porter sur des questions qui font encore l'objet de débats entre les États ou au sein de ceux-ci. Pour cette raison, à la présente session, sa délégation a décidé de ne pas se joindre aux auteurs du projet de résolution. Les définitions se rapportant à des questions controversées mentionnées dans les plans, ainsi que leur application au niveau de chaque pays, ne peuvent être dissociées de leur cadre juridique national ou des priorités nationales en matière de développement.

163. **M^{me} Fuentes Julio** (Chili) dit que, pour le Chili, l'éducation est un pilier de l'édification de sociétés plus justes, inclusives et respectueuses des droits de l'homme. C'est pourquoi la délégation chilienne a joué un rôle important dans les négociations relatives au projet de texte. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme doit être transformatrice et permettre aux individus de devenir des défenseurs actifs de leurs propres droits et des droits d'autrui. Sa délégation accueille favorablement les priorités thématiques retenues pour la cinquième phase du programme. Pour que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme soit réellement inclusive, les actions en faveur de l'égalité des sexes doivent être élargies de manière à englober toutes les catégories de personnes, conformément aux principes fondamentaux d'égalité et de non-discrimination qui sous-tendent les travaux du Conseil et du système international de protection des droits de l'homme. Le HCDH joue un rôle fondamental pour garantir que les actions menées au niveau international dans le domaine des droits de l'homme se traduisent par des mesures concrètes et efficaces au niveau national, et les activités qu'il mène pour promouvoir et coordonner ces actions seront essentielles pour atteindre les objectifs du plan d'action pour la cinquième phase. Le Gouvernement chilien soutient l'adoption du projet de résolution par consensus et réaffirme son engagement à œuvrer de concert avec la communauté internationale, sous l'égide du HCDH, pour édifier un monde dans lequel l'éducation dans le domaine des droits de l'homme constitue une réalité pour tous, en particulier pour les jeunes et les groupes vulnérables.

164. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que son pays, qui est l'un des principaux auteurs du projet de résolution, tient à exprimer son plein appui au travail accompli depuis l'adoption du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme par l'Assemblée générale en 2004. Le plan d'action pour la cinquième phase décrit expressément le processus de consultation qui a été mené en vue de l'élaboration du document, lequel met l'accent sur trois piliers approuvés par consensus à la cinquante-quatrième session du Conseil, qui sont tous essentiels à la réalisation du Programme 2030. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme est une question sur laquelle le Conseil devrait s'unir plutôt que se diviser. À cet égard, la délégation costaricienne regrette qu'au cours des consultations

informelles sur le texte, plusieurs délégations aient critiqué le contenu du plan d'action et se soient opposées à la mention de notions bien établies figurant dans de nombreux instruments internationaux et nationaux adoptés au fil des ans. Certains ont fait valoir que le plan d'action ne mentionnait pas le rôle de la famille, des parents, des personnes ayant la charge d'enfants et des chefs religieux, alors que les paragraphes 14, 20, 22 et 36 encouragent la participation active de ces acteurs à la promotion de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. La remise en cause très provocatrice de l'indépendance, de l'objectivité et du rôle du HCDH est particulièrement inquiétante et ne correspond pas à l'esprit des méthodes de travail du Conseil. Dans le projet de résolution, le Conseil engage les États et les autres parties prenantes à élaborer et à mettre en place, dans la mesure de leurs capacités et conformément aux priorités et aux besoins nationaux, des initiatives d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Les principaux auteurs espèrent que les membres du Conseil adopteront le projet de résolution par consensus.

165. **M. Alcántara** (République dominicaine) dit que le projet de résolution porte sur une question d'une grande importance pour son pays et pour la communauté internationale dans son ensemble. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme est un pilier essentiel pour le renforcement des sociétés démocratiques et justes. Le projet de résolution adopte une approche globale qui prend en considération le rôle crucial des nouvelles technologies, des changements climatiques et de l'égalité des sexes dans l'édification des sociétés de demain. Les États doivent adopter une approche volontariste pour intégrer ces questions dans leur système éducatif et dans les programmes de formation à l'intention de toutes les composantes de la société, que ce soient les jeunes, les professionnels des médias ou les agents de la fonction publique. La République dominicaine demande à tous les États de s'engager à mettre pleinement en œuvre le plan d'action pour la cinquième phase, afin que les générations futures disposent des outils nécessaires pour relever les défis qui se posent à l'échelle mondiale. La délégation dominicaine invite tous les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision

166. **M. Foradori** (Argentine) dit que son Gouvernement soutient le projet de résolution, mais qu'il souhaite souligner que, selon le cadre constitutionnel et le cadre régissant le système conventionnel en Argentine, les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants, conformément à l'article 26 (par. 3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant. En outre, le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion, ainsi que le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités doivent être respectés, conformément à l'article 14 (par. 1 et 2) de la Convention. Le Gouvernement argentin estime donc que les parents disposent d'un droit prioritaire par rapport à celui de l'État d'éduquer leurs enfants conformément à leurs convictions.

167. **M^{me} Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que son Gouvernement estime que l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme constituent des outils inestimables pour la promotion des droits de l'homme. Toutefois, pour avoir le plus grand impact possible, les programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme doivent inclure pleinement les membres de toutes les catégories de population marginalisées et vulnérables. En se joignant au consensus sur le projet de résolution, sa délégation entend souligner combien il importe de veiller à ce que les programmes d'éducation aient pour objectif de cultiver le respect des droits de l'homme de chacun, sans distinction fondée sur la race, le sexe, le genre, la langue, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap ou tout autre critère. La délégation des États-Unis déplore que certaines délégations aient cherché à minimiser l'importance d'une telle inclusion ; elle se félicite de l'engagement en faveur de l'inclusion inscrit dans le plan d'action du HCDH et continue d'apporter son soutien à l'indépendance du Haut-Commissariat dans le cadre de l'élaboration de tels plans.

168. *Le projet de résolution [A/HRC/57/L.21](#) est adopté.*

La séance est levée à 18 h 35.